

# Les indigné(e)s !

La vie est à nous

INTERNATIONAL > 10  
Honduras : reportage  
sur une violence oubliée

SOCIÉTÉ > 18  
Réforme des retraites :  
quand on veut noyer ses vieux...

ENTRETIEN > 26  
Gaël Brustier : « L'idée du déclin  
nourrit la pensée occidentaliste »

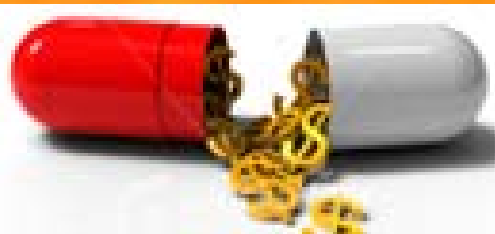
PLANÈTE > 16  
Le désarmement nucléaire  
en question

N°7

Mensuel - 2<sup>ème</sup> année  
Septembre 2013 - 5 euros

Méthode Freinet

# C'est la rentrée ! L'école du bien vivre



**ENQUÊTE >** L'exploitation  
du cancer à des fins commerciales

**Une nouvelle aventure commence...**

Vous avez entre les mains la première livraison mensuelle de la revue les *Zindigné(e)s/La vie est à nous!* qui prend la suite des six numéros trimestriels élaborés en collaboration avec des collectifs militants, ceux de Notre-Dame-des-landes, ceux en faveur d'une autre agriculture et alimentation, ceux qui entretiennent la critique du sport et de la sportivation de l'existence, ceux qui pensent et vivent une autre démocratie, ceux qui en Amérique du Sud inventent le socialisme du « buen vivir ».

Les *Zindigné(e)s* ne feront aucune concession ni avec Hollandréou ni avec ceux qui confondant décroissance et récession sont devenus les fossoyeurs de l'écologie. Nous pensons au contraire qu'il est possible d'écrire de nouveaux « jours heureux » et de susciter le désir pour construire un nouveau pacte social plus émancipateur. Les chroniqueurs du journal appartiennent à toutes les familles de pensée qui depuis des siècles s'opposent sur le choix du bon chemin pour

accomplir la révolution, héritiers de Marx comme de Proudhon ou d'Orwell, militants syndicalistes, féministes, régionalistes...

Nous remercions la société « Les Temps Mauvais » - éditrice entre le 14 juillet 2007 et septembre 2013 du bimestriel *La vie est à nous!/Le Sarkophage* - de nous avoir autorisé à reprendre comme complément de titre « La vie est à nous ! » en signe de continuité politique. Nous lançons donc ce mensuel dans un contexte paradoxal, avec d'un côté la difficulté à construire du peuple et d'un autre côté, mille et une révolutions positives et la volonté de faire converger les forces de l'écologie sociale, en faisant une richesse de notre diversité. Nous vous donnons donc rendez vous chaque mois pour faire gagner ensemble le pari qu'il est possible de faire vivre un journal d'analyse politique accessible au plus grand nombre, avec des textes courts, incisifs, polémiques. Je souhaite bon vent à toutes et à tous même si nous sommes encore pour longtemps au cœur de la tempête ! Première escale : le samedi 26 octobre à Grigny (Rhône) pour le 3e Forum national de la désobéissance ! Pour penser un Buen vivir à la française et faire la fête !  **Paul Ariès (rédacteur en chef)**

**À l'école du « bien-vivre »**

**La refondation de l'école a occupé les premières lignes de l'agenda des socialistes au pouvoir. On sait aujourd'hui que la montagne annoncée en grandes pompes a accouché une nouvelle fois d'une timide petite souris, boîteuse de surcroît. Peut-on refonder l'école, comme toutes les institutions en crise, sans toucher à l'essentiel : la place de l'humain ? Le buen vivir a-t-il une place à l'école ? Ou formulé autrement, qu'est-ce qui vaut à la vie la peine d'être vécue ? Déjà dans la sphère scolaire.**

**A**vec la mise en place des IUFM au début des années 1990, le leitmotiv était à la technicisation de l'enseignement, sous couvert de professionnalisation. La didactique des disciplines s'imposait comme la nouvelle maîtresse des salles de cours, la pédagogie restant cantonnée au fond de la classe, notamment au second degré qui s'est toujours montré frileux à son égard.

En fait advenait l'ère d'un technicisme sans âme où l'évaluation était promue comme le grand régulateur. Et le système s'avéra totalement en crise quand le grand régulateur révéla, à grand fracas médiatique, une baisse tendancielle des résultats. L'avènement du sarkozysme allait donner le coup de grâce à un système moribond avec une politique de restriction éducative fondée sur le fameux « pilotage par les résultats », balayant au passage la formation initiale des enseignants. Le

mythe de l'âge d'or a alors fonctionné à plein dans les couloirs du Ministère, sous la pression de groupes réactionnaires bien affûtés. L'heure était donc au retour des « bonnes vieilles méthodes » qui avaient fait soi-disant leurs preuves à une époque où la notion d'échec scolaire n'avait pas encore été inventée dans une société qui se satisfaisait d'un système à deux vitesses : en gros, une filière qui menait les enfants de la petite et grande bourgeoisie au lycée voire aux études supérieures pour une petite fraction d'entre eux, le certificat d'études pour les autres avec une entrée très précoce sur un marché du travail qui se contentait pour une large part d'un salariat alphabétisé.

On a commencé à ressentir cette année les effets de cette politique en voyant arriver dans les salles de classe une première vague de jeunes collègues, sans véritables

**Pierrick Descottes,  
membre du Laboratoire de  
Recherche Coopérative  
de l'ICEM-Pédagogie Freinet.**

repères didactiques et encore moins pédagogiques, réduits à reproduire de loin en loin les schémas qu'ils avaient intégrés au cours de leur scolarité. De cette séquence de régressions sans précédent, le monde enseignant est ressorti groggy, tétanisé, retranché bien souvent dans ses conservatismes. La résistance aux réformes Peillon doit certainement aux attendus sociaux-libéraux du ministère et à une anticipation de leurs implications concrètes. Difficile de refonder quand les cadres de l'Education Nationale, qui sont censés impulser les changements, restent pour une large part ceux qui tenaient les rênes dans le ministère Chatel. Mais cette résistance n'est pas sans lien aussi avec l'immobilisme d'une fraction importante de la corporation. En fait, le système éducatif français n'est jamais vraiment sorti d'une certaine tradition, remontant aux Frères des écoles chrétiennes en passant par l'école de la troisième république. Le mode d'enseignement est resté majoritairement frontal, descendant, fonctionnant sur la logique quasi religieuse de la conversion.

Il nous faut désormais passer à une nouvelle phase, initiée marginalement par les mouvements pédagogiques issus



de l'Éducation Nouvelle, depuis un siècle pratiquement. Une petite révolution qui instaure l'humain et son émancipation, à contre-pied du culte de la réussite, et qui allie avec exigence connaissance et véritable reconnaissance des enfants, des jeunes.

### Primat du désir

Tout d'abord ériger le désir au principe de tous les apprentissages. Pour Aristote déjà « *il n'y a qu'un seul principe moteur, la faculté désirante* ». (*De anima*) Dans L'Éthique, Spinoza ira dans le même sens en considérant le désir comme « *l'essence même de l'homme en tant qu'elle est conçue comme déterminée par une quelconque affection d'elle-même à accomplir une action* ».

Ce principe a aussi traversé toute l'œuvre intellectuelle et sociale du pédagogue Célestin Freinet qui jugeait « l'élan vital » à la source de tout processus éducatif, vers un accroissement de la puissance de vie. Or le désir ne se commande pas. Il peut certes s'investir sous l'effet d'une séduction, par illusion, par compensation. Mais il peut aussi s'investir par résolution, par décision volontaire et réfléchie. Si les enseignants

pouvaient commander et contrôler le désir, leur tâche s'en trouverait sans doute grandement facilitée. Ils prétendent souvent le faire, à force de contraintes, par menace ou par séduction. Ils y parviennent parfois : il faudrait évaluer la part d'aliénation (à force de consentir, les élèves renoncent par servilité à leur autonomie) et la part d'illusion (pour ne pas s'attirer d'ennui, les élèves feignent l'implication). Les obstacles que rencontre la relation éducative proviennent le plus souvent de l'inadéquation entre les contraintes du milieu et les tendances profondes du désir. Le problème consiste ainsi à définir des conditions d'adéquation. L'enjeu est l'effectuation de la puissance créatrice du désir dans les processus d'apprentissage. L'idée n'est pas de soumettre le milieu à l'arbitraire du désir mais de trouver les conditions d'adéquation dans la relation éducative entre le désir comme puissance créatrice et la contrainte du milieu, comme orientation de cette puissance vers des fins humaines.

### Institution de l'enfant, du jeune comme auteur

La première solution consiste à instituer l'élève comme auteur. L'effectuation du

désir reste nécessairement singulière. On ne peut désirer que par soi-même (bien qu'avec et pour ou contre les autres). Elle ne peut faire l'objet ni d'un commandement, ni d'un contrôle. Devant l'obstacle massif que constitue cette réalité, deux solutions sont fréquemment adoptées : ignorer le désir ou se contenter de signes énigmatiques. Telles sont les bases respectives de l'autoritarisme et du pédagogisme.

Ici on adopte une posture de confiance, là où la tradition se représente le désir comme une faculté arbitraire, capricieuse et tyrannique. Plutôt que de le soumettre, on le sollicite en instituant l'élève comme auteur. On l'éduque en organisant le milieu d'une pratique sociale coopérative. Plutôt que de le contraindre à consentir, on le met en situation de pressentir la potentialité d'accroissement de puissance que représente pour lui une situation donnée. Dans le cadre d'une pédagogie du travail auto- et socio-déterminé, l'enfant, le jeune qui s'engage dans la réalisation d'une œuvre, porteuse d'apprentissages, y voit la promesse d'une reconnaissance par le groupe et son environnement quand il s'agira de la présenter, de l'offrir en partage à ses pairs. En outre, cette approche éclaire d'un autre jour la problématique de l'évaluation

en posant fondamentalement la question de la valeur sociale et individuelle des productions, loin de toutes les procédures classiques qui relèvent souvent de l'usine à gaz.

### Transformation des rapports de production du savoir et... du rapport au savoir

Tout acte d'apprentissage suppose des phénomènes de transformation, comme par exemple le passage d'un rapport personnel à un rapport institutionnel au savoir. La pédagogie Freinet, en tant qu'« *éducation du travail* »<sup>1</sup> transforme les rapports de production des savoirs, ce qui constitue une rupture au regard des modèles conventionnels. Reconnu comme auteur/ créateur, l'élève opère des transformations sur ses propres productions, la coopération déterminant et régulant toutes les activités. Sont institués alors des rapports coopératifs de production des savoirs.

L'idée que l'élève opère des transformations sur lui-même, qu'il est lui-même l'objet et le responsable de sa propre activité transformatrice, s'y ajoute. C'est une question de praxis. L'idée que l'élève opère des transformations sur le groupe et sur les productions du groupe ouvre également sur l'horizon de la psychosociologie<sup>2</sup>. Le processus de transformation en quoi consiste le travail gagne à instituer le travailleur comme auteur, auteur d'une pratique de création. Pour Canguilhem, cette création, signe de santé, consiste à créer entre les choses des rapports qui ne leur viendraient pas sans nous : « *Je me porte bien dans la mesure où je me sens capable de porter la responsabilité de mes actes, de porter les choses à l'existence et de créer entre les choses des rapports qui ne leur viendraient pas sans moi.* » (*Écrits sur la médecine*).

Ce passage du simple statut d'acteur au statut d'auteur, responsable non seulement de ses actes mais aussi de sa tâche, et par suite de son propre devenir, caractérise la rupture pédagogique coopérative, anticipant en cela, par le travail scolaire, les nouvelles formes émancipatrices de la pratique sociale professionnelle, et ouvrant en droit sur la question politique. Ce serait cependant une grave erreur de rapporter sans précaution la situation de travail scolaire au contexte du travail économique. L'école ne produit pas des marchandises

mais des savoirs. Non pas des richesses, mais des valeurs. Non pas de l'économie, mais de l'éducation. En dernière analyse, l'élève à l'école ne produit rien d'autre que lui-même, avec et pour les autres.

À l'école, la transformation des rapports de production de savoirs comporte donc la transformation d'un rapport à soi-même (un devenir-auteur et un devenir-créditeur) qui est un savoir-vivre, et la transformation d'un rapport aux autres (co-auteurs, co-créditeurs) qui est un savoir-vivre ensemble, impliquant une transformation du rapport au milieu (ou plus largement au monde). Nous nous situons bien, par-delà le didactique et le pédagogique, dans un contexte éducatif. L'expression consacrée de « donner du sens aux apprentissages » trouve une application concrète dans l'approche complexe des apprentissages. Ceux-ci ne prennent sens qu'à proportion de la créativité dont la pratique sociale est porteuse, comme art de vivre.

### Autorisation et jubilation

Ce qui particularise ici le primat du désir, c'est donc qu'il est appliqué au travail. Ce n'est pas le désir de consommer, de se divertir, de dominer, de posséder qui se manifeste, c'est le désir de travailler. Il n'est pas incité par des motivations extrinsèques, des proclamations ou des menaces, il est le produit de la pratique sociale. Cette pratique sociale est complexe mais ce qui fait sa cohérence, et rapporte le désir au travail, c'est l'expérience réitérée de la jubilation. Elle procède du sentiment éprouvé d'accroissement de puissance dans le travail. Elle est elle-même plurielle dans sa nature (jubilation corporelle, sociale, affective, intellectuelle, etc.), dans ses contextes (jubilation mathématique, littéraire, artistique, etc.) et dans sa durée (jubilation rapportée au souvenir, à l'épreuve présente ou à l'anticipation d'une expérience). L'activité s'inscrit ainsi dans un contexte de satisfaction vécue, qui n'a rien de contradictoire avec le travail et les apprentissages. Au contraire, c'est cette étrange conception au demeurant fort répandue, selon laquelle on ne va pas à l'école pour se faire plaisir, qui mériterait d'être suspectée.

Cette jubilation se produit aussi bien comme effet d'un processus personnel dans l'adéquation entre le travail et le désir (qui s'éprouve comme satisfaction de réussir

une tâche assumée), que comme inscription de la tâche dans la relation sociale. La jubilation socialisée repose principalement sur l'effet de reconnaissance par le groupe qui à la fois accompagne les processus singuliers (contributions du groupe dans les activités de recherche personnelle) et les valorise (reconnaissance du statut d'auteur et validation d'un succès). La pratique sociale est éprouvée comme le lieu où la promesse d'une jouissance, les succès devant le groupe sont éprouvés comme expérience de la dignité. On reconnaît là un double registre de jouissance, lié à la connaissance ou plus radicalement à la vérité (promesse et expérience d'une découverte vraie), et lié à la légitimité ou plus radicalement à la dignité (reconnaissance et valorisation de soi par autrui). Ajoutons à cela cette autre expérience sociale que constitue la réunion coopérative, où la jubilation est liée au sentiment de justice, et l'on tient en grande partie l'explication du caractère apaisé, joyeux et non violent du travail scolaire.

Chez l'enfant, le jeune, l'expérience jubilatoire, la recherche de la jouissance dans la connaissance et dans la relation sociale se fait plus essentielle, au point peut-être qu'elle régule en partie son activité. Et on peut émettre l'hypothèse que l'échec de l'école reposerait pour beaucoup sur son incapacité à provoquer de telles émotions. Non pas que la jouissance soit la visée de l'école, mais en ce qu'elle constitue le signe que l'éducation du travail a réussi, ou mieux encore, comme dit Bergson, que la vie a réussi : « *La nature a pris la peine de nous renseigner là-dessus elle-même. Elle nous avertit par un signe précis que notre destination est atteinte. Ce signe est la joie. La joie annonce toujours que la vie a réussi, qu'elle a gagné du terrain, qu'elle a remporté une victoire.* »<sup>3</sup> Paul Le Bohec parle, lui, d'une « pédagogie de l'humain », qui n'isole pas la fonction cognitive de l'ensemble complexe de la vie<sup>4</sup>. □

1. C'est le titre d'un ouvrage fondamental de Célestin Freinet.

2. Cf Yves Clot, *La fonction psychologique du travail*, PUF, 1999/2006.

3. Je renvoie aussi sur cette question aux thèses de Nicolas Go dans *L'art de la joie*, Buchet/Chastel 2004. N. Go a animé par ailleurs le Laboratoire de Recherche Coopérative de l'ICEM et ses écrits ont largement inspiré cet article.

4. Cf « *L'école réparatrice de destins ?* » L'Harmattan 2007.



# Le dangereux conditionnement publicitaire à l'école

**Khaled Gaiji, coprésident de Résistance à l'agression publicitaire (R.A.P.)**

**L'extension des espaces marchands nuit à la neutralité de l'école publique. Les éléments siglés y sont toujours présents. Pire, les firmes remplacent ou forment de plus en plus les professeurs.**

Le viol mental commence aujourd'hui dès la maternité. Les marketeurs y offrent des cadeaux promotionnels (couches, lait en poudre, magazines publicitaires...) afin de fidéliser la famille<sup>1</sup>. Les marchands savent que « *les 2/3 des produits consommés par un enfant le seront encore à l'âge adulte* » et qu'ils « *sont de plus en plus prescripteurs d'achat* »<sup>2</sup>. Une vraie pédophilie mercantile est opérée pour les conditionner. Après, la télévision, le plus simple pour leur laver le cerveau est l'école.

## Les marques à l'assaut de l'école

Les activités de mercatique en milieu scolaire prennent plusieurs formes :

- Les « *vêtements et matériels marqués* ». On doit s'outiller et se vêtir avec les produits des publicités sous peine d'être exclu d'un groupe. Ce mécanisme de normalisation publicitaire est une forte discrimination<sup>3</sup>.

- Le sponsorat et le mécénat. Faute de budget, les institutions scolaires sont « *obligées* » de recourir à ces intrusions financières et publicitaires. Cette dépendance financière du service public est dangereuse car elle affecte la transmission de savoirs neutres<sup>4</sup>.

- L'activité purement publicitaire, bien qu'interdite, est présente à l'école. L'association R.A.P. est souvent alertée par des personnes étonnées de trouver des panneaux publicitaires à l'intérieur des établissements scolaires.

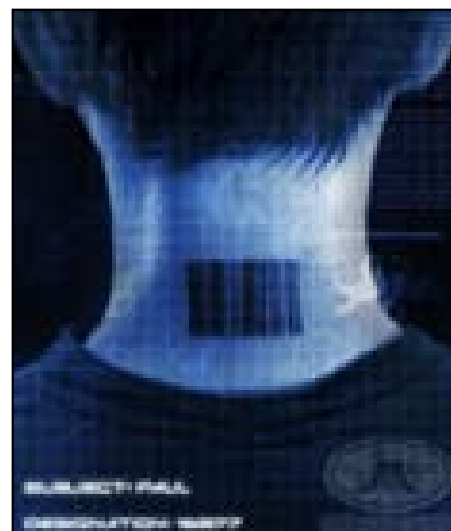
- Les actions pédagogiques sont les plus développées. Elles sont une ruse des lobbyistes pour introduire leurs messages commerciaux. En France, prolongeant

la règle de laïcité, la neutralité commerciale à l'école existait depuis 1936. Mais, en 2001, Jack Lang, Ministre de l'Éducation Nationale, a remis en cause ce principe. Depuis, les entreprises peuvent intervenir dans les écoles via des kits et des animations pédagogiques<sup>5</sup>. Les gouvernements ne remettent pas en question la circulaire Lang. Pourtant, sous couvert de contenu pédagogique, les marchands remplacent petit à petit l'enseignant. Ces modules ont une finalité idéologique servant des intérêts privés, à l'encontre du principe de neutralité.

Les activités de marketing à l'école ont été pensées en parallèle de mécanisme de privatisation de l'éducation, fruit d'un projet politique des entreprises pour capter ce marché<sup>6</sup>. Les exemples en ce sens sont très nombreux<sup>7</sup>. A Gonesse (Val-d'Oise), pour promouvoir un projet contesté de centre commercial, « *Europa City* », les collectivités et les promoteurs (dont le principal est Auchan) ont réalisé un module pédagogique. Auchan, a été nommé 2e au prix Pinocchio du développement durable<sup>8</sup> pour ce projet. « *Le collectif pour le triangle de Gonesse* », opposé au projet, alerte en vain sur ce module pédagogique<sup>9</sup>. L'objectif des entreprises est que l'école produise de bons consommateurs assujettis à leur idéologie. Le site internet du Conseil national de la consommation (organisme d'État) répertorie des kits pédagogiques. Les plus plébiscités portent sur l'éducation à la publicité<sup>10</sup>. Réalisés par l'union des annonceurs, ils éduquent à devenir un « *créatif* » mais balayent tout le regard critique du système publicitaire.

## Pour un enfant autonome de l'exploitation économique

L'école a pour but de développer l'autonomie des élèves, c'est-à-dire leur capacité de jugement. Or celui des marchands est de les aliéner et de les exploiter. Philippe Mérieu affirme que la publicité est contraire à la convention des Droits de l'Enfant notamment car les États doivent prendre « *toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives*



*appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation...* » (article 19-1)<sup>11</sup>. R.A.P. mène des campagnes telles que la Rentrée Sans Marques qui invite les citoyens à se mobiliser en stoppant toute forme de publicité à l'école et en écrivant aux députés pour qu'ils retirent la circulaire Lang. □

1. « *Marquage à la couche-culotte dès la maternité* », Terra-éco, le 3-01-2013;

2. *Le marketing à l'école*, GMV Conseil, octobre 1998;

3. *Le bonheur conforme*, François Brune, éditions de Beaugies, 1985.

4. « *Comment le groupe Total va financer la réforme de l'Éducation nationale* », Basta!, Agnès Rousseaux (11 juillet 2013)

5. Circulaire n° 2001 - 053 du 28 mars 2001

6. « *Touche pas à mon école!* », Casseurs de pub, Paul Ariès, 2003

7. « *École: quand les multinationales remplacent les instituteurs* », Basta!, Agnès Rousseaux (30 mai 2013).

8. Remis par les Amis De La Terre qui dénonce « *les mensonges de multinationales françaises* »

9. <http://voe95.fr/cptg/>

10. <http://www.conso.net/>

11. <http://deboulonneurs.org/article606.html>

# Vers un OTAN économique ?

## Marché transatlantique ou État supranational

Jean-Claude Paye, sociologue

**Dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé ce 11 mars, le président Obama a annoncé le commencement officiel des négociations sur la formation d'un grand marché transatlantique. Du côté de l'Union européenne, Karel De Gucht, commissaire européen au commerce, a affirmé que ce projet devrait générer des gains considérables, évalués à 100 milliards d'euros par an. Le grand marché transatlantique est présenté comme un vaste plan de relance devant permettre de sortir de la crise économique.**

Ce projet d'un Grand marché transatlantique n'est lié en rien à la conjoncture. Il est en préparation depuis plus de 15 ans. Il prévoit l'élimination des barrières au commerce, d'ordre douanier, technique ou réglementaire, ainsi que la libéralisation des marchés publics, de la propriété intellectuelle et des investissements. Il envisage également une élimination des barrières non tarifaires grâce à l'harmonisation des réglementations.

### Du multilatéral au bilatéral

Au lieu d'être un simple moyen de sortir de la dépression économique, le projet résulte d'un choix stratégique des États-Unis, le passage du règne sur un système multilatéral d'échanges à la mise en place d'une organisation bilatérale USA-UE. Il s'agit ainsi d'une position de repli de la puissance dominante vis à vis d'un système économique mondialisé qui ne lui offre plus les mêmes avantages. Le blocage des négociations du cycle de Doha de l'OMC par les représentants américains, ainsi que le choix des USA de privilégier des accords bilatéraux témoignent de cette option. Les États-Unis ont également accéléré leurs négociations en vue de conclure des accords régionaux en dehors du cadre de l'OMC. Ils

tendent aussi de faire aboutir un « Trans-Pacific Partnership » avec l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

L'option prise par l'UE d'intégrer un grand ensemble transatlantique conduit à une transformation des pays membres en une zone où le commerce sera alors assuré à plus de 60% par des accords bilatéraux, alors qu'actuellement les échanges de l'UE sont essentiellement organisés par des accords multilatéraux. L'Union européenne se mettrait en retrait du commerce mondialisé pour devenir une zone donnant aux produits étasuniens un avantage comparatif vis à vis de la concurrence mondiale. La libération totale des échanges entre les deux continents aura des conséquences différentes des deux côtés de l'Atlantique. Si les États-Unis connaissent un léger, mais réel processus de ré-industrialisation, l'Europe au contraire, avec ce que l'on continue d'appeler la crise de l'euro, n'est qu'au début d'une phase de rétrécissement de son tissu industriel.

### Le rôle de l'Allemagne

A part l'Allemagne, les pays membres de l'UE seront peu en mesure de profiter de l'ouverture du marché étasunien. Ce qui explique pourquoi l'Allemagne joue, du côté européen, un rôle de locomotive dans la finalisation du projet. Le rétrécissement de la demande de la part des pays de l'UE devrait être plus que compensé par les nouveaux débouchés du marché étasunien. Si les États-Unis ont construit l'UE autour de l'Allemagne fédérale, ce dernier pays joue également un rôle essentiel dans la subsomption de l'Union européenne dans un grand ensemble transatlantique. C'est en fonction de cet objectif que l'on peut comprendre l'attitude germanique de fournir un appui à l'offensive étasunienne dans le démantèlement de la zone euro.

L'Allemagne, par son refus de restructurer la dette grecque, par les déclarations de ses responsables politiques, ainsi que par l'exhibition répétée de ses hésitations, a contribué à l'offensive contre l'euro.

Ce pays, par sa position de pointe dans la « lutte contre la fraude fiscale » en Europe a également favorisé le maintien de l'hégémonie de la monnaie américaine, en incitant les capitaux à se placer dans la zone dollar.

Fondamentalement, l'UE ne peut sortir de la crise sans mettre en place un gouvernement économique gérant une politique économique commune, une harmonisation du développement et, pour cela, assurer des transferts financiers conséquents vers les pays et régions défavorisées. Cette gestion politique est en complète opposition avec le simple Pacte de stabilité promu par l'Allemagne. Par l'adoption de cette dernière option, la Commission et le Conseil ont confirmé



leur participation à la décomposition de l'Union et à son intégration dans une nouvelle structure politique et économique transatlantique sous direction américain.

### Un nouvel ordre politique

L'installation d'un grand marché est davantage qu'une libéralisation des échanges. Elle est un élément d'une nouvelle construction politique sous hégémonie US, plaçant directement les populations européennes sous souveraineté étasunienne. Les deux parties se sont déjà engagées à créer une aire de coopération transatlantique en matière de « liberté de sécurité et de justice » d'ici 2014. Elle a pour objet de réorganiser les affaires intérieures et la Justice des États membres en fonction de leurs relations avec leurs homologues étasuniennes. D'ailleurs, le parallélisme entre la libéralisation des échanges entre les deux continents et le contrôle américain sur les populations européennes existe durant les quinze années qu'a duré le processus de négociation. Ainsi, le procès qui

conduit à l'installation d'un grand marché transatlantique est l'inverse de celui de la construction de l'Union européenne. Si le marché commun européen a d'abord été une structure économique basée sur la libéralisation des échanges de marchandises, le grand marché transatlantique s'appuie quant à lui sur la primauté du droit américain. Il se pose directement comme une construction politique, même la création d'une Assemblée transatlantique a déjà été évoquée dans une résolution du parlement européen datant du 25 avril 2007. Si, formellement, existent de profondes divergences, entre les parties européenne et américaine, en ce qui concerne, par exemple, la protection des données personnelles, dans les faits, c'est le droit américain qui s'imposera et les procédures européennes qui s'adapteront à ce changement. L'affaire Swift est emblématique de ce processus de conquête par le droit étasunien. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, Swift, société américaine de droit belge, a transmis clandestinement, au Département du Trésor US, des dizaines de millions de

données confidentielles concernant les opérations de ses clients. Malgré la violation flagrante du droit européen de protection des données personnelles, ce transfert n'a jamais été remis en cause. Au contraire, l'UE et les USA ont signé plusieurs accords destinés à légitimer cette capture.

### La base de nouveaux rapports de propriétés

Le Parlement de l'UE a finalement avalisé, en juillet 2010, un système permanent qui donne aux autorités américaines accès aux données financières des citoyens de l'Union. Cependant, l'accord n'inclut pas l'accès des autorités européennes aux transactions bancaires américaines et traduit ainsi l'asymétrie existante entre les deux « partenaires. » L'enjeu du grand marché transatlantique n'est pas de pouvoir transmettre les données personnelles aux autorités administratives, ce qui est déjà largement réalisé, mais de pouvoir légalement les remettre au secteur privé. Il s'agit de supprimer tout obstacle légal à la diffusion des informations et de garantir les coûts les plus bas possibles. Il faut avant tout assurer la rentabilité d'un marché que les États-Unis dominent de tout leur poids. Rappelons que quatre entreprises américaines, Google, Facebook, Apple et Amazon règnent sans partage sur ce secteur économique. Le futur grand marché transatlantique doit notamment permettre un développement sans entrave du commerce des informations personnelles

La neutralisation du droit européen de protection de la vie privée est une condition de la transformation des données personnelles en pures marchandises. Ainsi, l'exercice de la souveraineté des autorités étasuniennes sur les populations des États membres de l'UE et la légitimation de ce pouvoir par l'Union européenne sont les conditions de la mise en place de nouveaux rapports de propriété et d'échange consacrant la fin de la propriété de soi. Cette dernière sera démembrée. Ses deux parties, l'usufruit et la nue-propriété appartiennent alors à des entités juridiques disjointes, la première à l'individu, la seconde, les attributs de la personnalité : les données personnelles, à la puissance publique, ainsi qu'aux firmes multinationales. □





# Europe : les aberrations de la monnaie unique

Aurélien Bernier, partisan de la démondialisation

Alors faut-il sortir de l'Euro ? Faut-il inventer un nouvel Euro-Sud ou revenir au franc ? Le débat divise les gauches et même au-delà.

Dans le monde merveilleux de l'ultralibéralisme, c'est bien connu, les marchandises et les capitaux doivent pouvoir circuler sans entraves. Sans cette liberté de commercer, de faire des bénéfices et de les rapatrier dans des paradis fiscaux, les peuples se haïraient et les États se bombarderaient joyeusement, pour les plus chanceux à coups de bombes atomiques.

C'est pour éviter de tels drames que l'on créa successivement l'Accord général sur les tarifs douaniers (GATT) devenu Organisation mondiale du commerce (OMC), la Communauté économique européenne (CEE) devenue Union européenne (UE), ou encore l'actuel accord de libre échange entre les États-Unis et la dite Union européenne.

Mais supprimer les barrières douanières, les quotas ou les contrôles des flux financiers ne suffit pas au bonheur sur Terre. Il faudrait aller plus loin et remplacer les monnaies nationales par une monnaie unique. Ainsi, plus besoin de convertir ses francs en marks lorsqu'on achète des voitures ou des machines-outil. On limite le temps perdu, les frais de transaction et les incertitudes liées aux évolutions des taux de change. Les hommes d'affaires en rêvaient, l'Union européenne l'a fait, et cela s'appelle l'euro.

Malheureusement, pour qu'une monnaie unique fonctionne et fasse le bonheur de tous, il faut que les États concernés aient des structures économiques et sociales suffisamment proches. Entre l'Espagne et le Portugal, ça passerait peut-être, mais entre l'Allemagne et la Grèce - et même entre l'Allemagne et la France - ça coince. Les européistes des années 1990, Jacques Delors et François Mitterrand en tête, prirent donc quelques distances avec la théorie économique.



Le discours fut celui-là : « *Nous ne savons pas comment faire converger les économies des États membres, mais tant pis : faisons l'euro et nous verrons plus tard.* » Un peu comme, dans les années 1960, on nous vendait le nucléaire en France : « *Nous n'avons aucune solution pour les résidus radioactifs, mais nous trouverons plus tard.* » Résultat : les déchets nucléaires sont toujours là et la convergence économique des pays de l'Union européenne n'a pas eu lieu.

## Un coup d'État monétaire

Le capitalisme allemand imposa ses conditions à l'euro : une banque centrale européenne indépendante des pouvoirs politiques et une monnaie forte. L'indépendance, pour éviter que les élus du peuple, ces gauchistes potentiels, mettent le nez dans les questions monétaires. La monnaie forte, car elle avantage l'économie allemande, qui emploie des fournisseurs ou des sous-traitants étrangers dont la monnaie est faible mais qui vend ses produits aux autres pays de la zone euro. L'euro fort lui fait faire des économies à l'achat et ne pénalise pas ses ventes ; que demander de plus ? Mais ce qui est bon pour l'Allemagne n'est pas forcément bon pour les autres. On appela donc les économistes à la rescousse,

et les meilleurs d'entre eux firent cette formidable prophétie : en favorisant le commerce entre États, la monnaie unique fera « mécaniquement » converger les économies. C'était promis : tôt ou tard, la Grèce et Chypre se hisseraient au niveau de l'Allemagne !

On le voit aujourd'hui, la « main invisible du marché » dopée par l'euro n'a pas été aussi généreuse que prévu. Pour combler les écarts économiques (qui se sont fortement creusés) entre le nord et le sud de l'Europe, il faudrait transférer massivement des capitaux sans espérer de retour sur investissement. Mais pour ça, les détenteurs de capitaux n'ont pas la circulation facile... D'où la crise en Grèce, tandis que le capitalisme allemand n'a jamais eu le ventre aussi rond.

Moralité : l'euro est une aberration économique. Mais il est aussi et surtout une aberration politique. Avec des monnaies nationales, on pourrait corriger certains déséquilibres, dans un esprit réellement coopératif. A l'inverse, la monnaie unique consacre définitivement la loi du plus fort. En imposant l'euro, les capitalistes allemands ont réalisé une prouesse : un coup d'État monétaire simultané dans dix-sept pays. □



**GRIGNY**

Rhône

# LA DES BE !SSANCE

**Placer l'être humain  
au centre de toutes les préoccupations,  
c'est désobéir**

## **LA VILLE DE GRIGNY DIT NON**

- aux expulsions locatives
- aux OGM
- au financement des écoles privées par les communes
- au service minimum d'accueil dans les écoles primaires
- aux catalogues des espèces potagères et de grandes cultures
- aux coupures d'eau et d'énergies

# Honduras : enquête

## sur une violence oubliée

Eva Lacoste

Depuis le coup d'Etat de juin 2009 qui déposait le président Manuel Zelaya, une dictature sévit dans le silence assourdissant des médias pour le plus grand bénéfice de l'oligarchie et des multinationales. Intimidations, enlèvements, assassinats d'opposants et de leaders communautaires se poursuivent dans un climat d'impunité.

Le 15 juillet 2013, l'armée hondurienne ouvrait le feu contre des manifestants et abattait un membre du Copinh, le Conseil civique des organisations populaires et indigènes. Tomas Garcia et des membres de la communauté Lenca de Rio Blanco bloquaient pacifiquement, depuis cent six jours, l'accès routier à la zone de construction du barrage hydroélectrique Agua Zarca. Situé au nord-ouest du pays dans le département de Santa Barbara, mené par la Desarrollo Energetico Sociedad Anonima et l'entreprise chinoise Sinohydro, le projet affecterait gravement la vie des communautés. Mais au Honduras, comme au Guatemala voisin (cf. *Golias Hebdo* n°298), les entreprises peuvent compter sur le soutien de l'armée, dont elles financent le maintien dans des zones « sensibles » et l'envoi de renforts. Qui plus est, le Copinh avait révélé le 12 juillet que des membres de la direction des deux entreprises s'étaient réunis avec des tueurs à gage connus dans la zone. Chronique ordinaire, dans un pays qui a décidé la remise en route d'un business juteux et piétine les droits de l'homme.

### Reprise en main du gouvernement Lobo

Après le putsch militaire du 28 juin 2009, qui renversait le président Manuel Zelaya, la répression s'abattait sur les opposants, syndicalistes et autres gêneurs. Elu constitutionnellement, Manuel Zelaya avait adhéré à l'Alba et négociait un accord commercial avec La Havane pour importer des génériques cubains. Il entendait augmenter le salaire minimum



de 160 à 275 dollars, améliorer l'accès à l'éducation et aux soins médicaux, pire encore lutter contre la corruption, épurer les services de police et de sécurité : dans un pays où les menaces de mort et les actes de représailles sont monnaie courante contre les défenseurs des droits humains et les communautés paysannes. Porfirio Lobo Sosa, successeur du président par intérim Roberto Micheletti désigné par le Congrès, a mis bon ordre à ces bonnes intentions, avec le soutien d'une oligarchie opposée au processus de changement et la bénédiction des Etats-Unis soucieux de préserver ses intérêts dans la région.

Après l'élection de Porfirio Lobo Sosa, le 29 novembre 2009 avec 67 % d'abstentions, la violence continuait de plus belle. Début 2010, cinq journalistes étaient assassinés, dont deux de la chaîne Canal 4 ; le professeur Joe Manuel Flores était abattu dans son collège d'El Pedregal à Tegucigalpa par un groupe paramilitaire ; des dirigeants syndicaux de l'enseignement supérieur étaient arrêtés... Vanessa Yaneth Zepeda Alonso, membre du Front national de résistance populaire, était enlevée le 2 février et jetée dans un véhicule selon des témoins. Son corps était identifié le lendemain à la morgue. Au

même moment, deux cameramen de Globo TV étaient enlevés et torturés.

Désormais, journalistes, enseignants, militants, syndicalistes et agriculteurs sont au nombre des victimes des escadrons de la mort du gouvernement Lobo. Dans le département d'Atlantida, au cœur des montagnes qui bordent la côte caribéenne, la communauté de la Nueva Esperanza s'oppose à la nouvelle activité extractive de fer concédée à l'entreprise Alutech de Lenir Perez, gendre d'un grand propriétaire terrien. Depuis le début de l'année, et tout particulièrement depuis le mois de juin, ses membres subissent violences et intimidations. Dans un communiqué commun du 7 juin, le MADJ-Mouvement ample pour la justice et la dignité et le MAA-Mouvement écologique d'Atlantida dénonçaient une situation alarmante. Dans le même département de l'Atlantida, des religieux espagnols, les Frères Clarétains du diocèse de la Ceiba, sont persécutés et menacés de mort comme tous ceux qui s'opposent aux entreprises hydroélectriques et aux exploitations minières à ciel ouvert. Le Père César Espinoza, curé d'origine guatémaltèque de la ville d'Arizona,

recevait lui aussi des menaces de mort en janvier 2013 pour son soutien actif à la défense de la communauté de la *Nueva Esperanza*. Deux des leaders de la communauté bénéficient, depuis août 2012, de mesures de protection octroyées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

En visite au Honduras en février 2012, Margaret Sekaggya, rapporteuse spéciale des Nations unies, avait rappelé l'extrême « *vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme* ». La région du Bajo Aguan, sur la côte caraïbe, est la plus durement touchée. Selon le rapport d'activité 2012 de l'Acat-Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, le conflit avec les grands propriétaires sur l'affectation des terres a entraîné, depuis 2009, l'assassinat de 54 personnes sympathisantes ou affiliées à des organisations paysannes. Parmi lesquelles l'avocat Antonio Trejo, le 22 septembre 2012, après avoir obtenu l'attribution de trois domaines agricoles à des coopératives paysannes.

### Une loi sur mesure

L'entreprise de Lenir Perez a obtenu une concession de 1000 hectares, sur un terrain occupé par seize communautés qui vivent de l'élevage du bétail. Les pressions et le harcèlement pour les pousser à vendre se font de plus en plus pressantes, mais sans attendre l'entreprise a déjà clôturé le terrain, élagué des forêts et amorcé l'exploration de plusieurs sites sur le territoire de la *Nueva Esperanza*, y compris à proximité d'un ruisseau qui alimente la communauté en eau.

La *Nueva Esperanza* est un exemple parmi d'autres, de la résistance contre les entreprises minières qui opèrent sans le consentement des communautés concernées, en contradiction avec la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail ratifiée en 1995 par le Honduras. L'ancien président Manuel Zelaya s'était opposé à l'octroi de nouvelles concessions minières étrangères, mais après la nouvelle loi sur les mines, approuvée le 23 janvier par le Congrès, au moins trois cents sont à venir sur environ 15 % du territoire national, américaines, canadiennes ou chinoises. La nouvelle loi a d'ailleurs été rédigée d'après les conseils des entreprises transnationales et les ambassades présentes au Honduras... On ne saurait mieux faire. Malgré le moratoire sur l'exploitation minière des métaux,



imposé par Manuel Zelaya en février 2006 pour des motifs environnementaux, les entreprises recourent à un véritable trompe-l'œil légal. Pour que l'extraction d'oxyde fer ne soit pas classifiée comme produit métallique, il suffit par exemple de déclarer que son extraction est destinée à la fabrication de ciment. La loi prévoit en outre d'octroyer des concessions sur des terrains habités, avec le risque de déplacement forcé des villageois et de nouvelles violences de la part de la police et de l'armée guatémaltèque.

### Une oligarchie sans foi ni loi

Avec l'intensification des activités extractives à ciel ouvert, le climat d'insécurité pour les habitants, la contamination de l'environnement et les problèmes de santé publique vont s'aggraver. Un des exemples les plus frappants est celui de la vallée de Siria, à proximité de la mine d'or à ciel ouvert San Martin, exploitée jusqu'en 2011 par la société canadienne Goldcorp, où des tests sanguins parmi la population ont révélé des taux élevés de mercure, cadmium, plomb et arsenic. Dans le *Courrier P.O.*<sup>1</sup> de juillet 2013, le Père Ramiro Pampols apporte son témoignage : « *J'ai été impressionné par la vue des maladies de peau que beaucoup, enfants et vieilles personnes, ont sur leur corps, et les cas de cancer apparus dans la vallée de Siria, quand l'Etat avait permis l'exploitation d'une mine que l'entreprise avait fini par fermer sans accorder aucune sorte d'indemnité.* »

Les paysans n'ont pas seulement face à eux les grands propriétaires terriens. L'industrie agro-alimentaire étasunienne a ruiné

leur production de maïs et de haricots. Aujourd'hui, presque un tiers des Honduriens vivent avec moins de 2 dollars par jour, 65 % d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Beaucoup émigrent aux Etats-Unis, où ils survivent dans la pauvreté et l'insécurité.

On s'en souvient, Oscar Rodriguez Maradiaga avait appuyé le coup d'Etat du 28 juin 2009 (cf. *Goliath Hebdo* n° 103). Le 4 juillet, à la radio et sur la chaîne de télévision nationale, il exhortait Manuel Zelaya à se retirer pour éviter « *un bain de sang* ». Depuis, le cardinal-archevêque de Tegucigalpa est resté étrangement silencieux. Mais début juillet 2013, le toujours président de Caritas Internationalis a su saluer comme il se devait l'initiative de l'évêque de Rome : « *La visite du pape à Lampedusa a rappelé le sort des millions de réfugiés dans le monde (...)* Nous devons accueillir tous ces réfugiés qui sont nos frères et nos sœurs. » Les paysans guatémaltèques chassés de leur terre, touchés par la maladie, poussés sur les routes de l'émigration, les arrestations, les tortures, les assassinats d'opposants ? Il n'a rien à dire, ils sont absents de sa vision de l'Évangile. Dans un pays « *pacifié et normalisé* », les organisations des droits de l'homme continuent à dénoncer les abus commis depuis le coup d'Etat et ont créé une Commission de la vérité. Un jour, elle sera en pleine lumière, et une fois de plus la hiérarchie de l'Eglise catholique sera mise en accusation aux côtés d'une oligarchie sans foi ni loi. □

1. Bulletin de liaison trimestriel des Prêtres Ouvriers : 47, rue Voltaire, 93100 Montreuil-sous-Bois

# Les zones d'ombre de la décroissance

**Bernard Legros\***, enseignant  
et objecteur de croissance

Tous les objecteurs de croissance tomberont à peu près d'accord sur une série d'idées qui irriguent la philosophie de la décroissance depuis le début : l'antiproductivisme, la relocalisation de l'économie, la reconnaissance des limites réelles et symboliques, la remise en cause de la centralité du travail dans l'existence, la reconquête de la sphère politique par les citoyens dans une démocratie plus directe, la convivialité, une réduction des inégalités, l'établissement d'un nouveau pacte avec la nature et la réduction de l'empreinte écologique globale, etc. Mais, comme toute pensée en gestation, la décroissance recèle aussi ses zones d'ombre, ses tabous, ses angles morts et ses concepts en voie de « dégageant ». Examinons-en quelques-uns.

On entend dire qu'une révolution épistémologique, sociale, éthique et spirituelle est en cours, disséminée dans la collectivité, toujours peu visible, même si elle est relayée de temps à autre par les médias. Une masse critique serait en train de se constituer<sup>1</sup>. Pourquoi pas, et tant mieux. Cependant, cela soulève au moins deux questions. *Primo*, atteindra-t-elle son point de basculement<sup>2</sup> suffisamment à temps ? *Secundo*, où émergera-t-elle ? Dans l'Europe inquiète de sa crise monétaire en tache d'huile ? Ou bien outre-Atlantique, chez les « créatifs culturels » qui représenteraient déjà quelque 25 % de la population ? Par contre, ne misons pas sur le Japon irradié et néanmoins en voie de renucléarisation, encore moins sur les pays dits « émergents », que l'on devrait plutôt rebaptiser, comme le propose le militant

écologiste Thierry Sallantin, « *pays en voie de naufrage mimétique* ». J'entends déjà les réactions désabusées : les efforts éventuels des Occidentaux pour réduire leur empreinte écologique seront annulés par la consommation des Indiens et des Chinois, donc laisse tomber, camarade ! Et retourne cultiver vol(on)tairement ton jardin... Il en va de la décroissance comme du désarmement nucléaire : un pays devrait décider unilatéralement de changer de cap, sans tenir compte de l'interaction spéculaire, du style : « *Passer à l'action ? Après vous, Monsieur...* ». Il faut impérativement le faire pour éviter que « *le monde ne se défasse* », selon l'expression de Camus. Si les autres nations emboîteront le pas ou non est une inconnue qui ne devrait pas dissuader de prendre ses responsabilités historiques. Deux choses sont sûres. D'abord, nous sommes encore loin, très loin d'un gouvernement mondial qui pourrait prendre ces problèmes à bras-le-corps ; ensuite, au cas où l'Europe et les États-Unis persisteraient dans la voie productiviste-consumériste, le reste du monde<sup>3</sup> poursuivra la course vers l'abîme ; tandis que, dans le cas contraire, la nation courageuse a une chance sur deux d'être suivie. Peut-on se payer le luxe de refuser ce pari ?

## Suprématie des écosystèmes

Comme le dit Yves Cochet, le compte à rebours vers l'effondrement de la société industrielle a commencé. En 1972 paraissait le rapport « *Halte à la croissance ?* », auquel son auteur Dennis Meadows ne change pas une ligne quarante ans plus tard... si ce n'est pour charger la barque davantage, l'échéance de la dégringolade étant ramenée de 2070 à 2030 ! L'hyper-Titanic planétaire a heurté l'iceberg des limites physiques, ce que montre chaque année, entre autres, le « *jour de dépassement* » (*overshoot day*)<sup>4</sup>. Pourtant, l'orchestre joue de plus en plus fort et l'humanité danse de plus belle ! Le principe de plaisir continue à l'emporter sur le principe de réalité. Les deux cohabitent vaille que vaille chez les objecteurs de croissance, qui appellent souvent celui-là « pragmatisme », n'étant pas plus

épargnés que quiconque par le tropisme individualiste-hédoniste. La décroissance tient à la fois du choix politique – « *la décroissance sera acceptée et anticipée* » – et de la contrainte matérielle – « *ou elle sera subie* ». Idéologiquement, rien n'empêcherait de continuer à appuyer sur l'accélérateur ; en même temps, freiner et bifurquer d'urgence est une question de survie. La *res cogitans* sera toujours inféodée à la *res extensa*. Le philosophe Vittorio Hösle nous rappelle que le monde organique est une sphère ontologique à part entière, et son confrère et compatriote Peter Sloterdijk, que la Terre est une « *monade géologique qui sert de base à toute vie, toute pensée, à toute invention* ». Quels que soient les accents volontaristes et prométhéens des êtres humains – qu'ils viennent des libre-échangistes, des néo-marxistes ou des transhumanistes –, ils sont condamnés à composer avec les écosystèmes. « La décroissance est autant une tentative d'évitement d'une catastrophe écologique et économique, qu'une préparation par anticipation à cette même catastrophe, et qu'une transition positive de la société, même si la catastrophe redoutée ne survient pas. », remarque Alban Vétillard<sup>5</sup>.

## FOCUS

### Journée nationale « Stop pub à l'école »

**Vendredi 27 septembre prochain !**

Date pas choisie par hasard puisque c'est le moment où Leclerc organise son opération « Nettoyons la nature » en distribuant (en particulier dans les écoles) des T-shirt Leclerc aux gamins, et en les faisant poser derrière une banderole publicitaire pour la presse locale... L'association « Mais qu'est-ce que tu fabriques ? » propose d'organiser des actions décentralisées contre l'agression publicitaire à l'école, d'initier des discussions entre enseignants, d'aborder le sujet en classe... Pour coordonner cette initiative : <http://www.stop-pub-ecole.infini.fr> ☐





## Décroissance, en ton nom...

Combien de fois n'ai-je pas dû batailler au sein de mon propre camp pour défendre et conserver le terme « décroissance » ? Pour des raisons de communication électorale, certains s'en sont débarrassés, préférant tourner autour du pot avec des mots plus « acceptables » par les électeurs-consommateurs. D'autres s'inquiètent de la prétendue connotation négative (sic) du terme<sup>6</sup> ou font remarquer qu'il reste confiné dans l'imaginaire économique... Que d'objections pénibles ! Enfin, d'autres encore font jouer le principe de plaisir avant le principe de réalité – on y revient. Décroissance, transition, antiproductivisme, convivialisme, socialisme gourmand, « *buen vivir* », tous ces mots recouvrent à peu près la même chose<sup>7</sup>. Les distinguer sémantiquement au cours de débats interminables peut être amusant ou intellectuellement stimulant, mais quand il s'agit de concrétiser des actions, quelle importance ? Question pour le bac philo : étendre l'agro-écologie, est-ce une démarche décroissante, transitionnelle ou antiproductiviste ? À moins qu'elle ne soit, pour certains, plus basiquement développementaliste ? Contentons-nous de dénoncer la logomachie du pouvoir plutôt que de consacrer trop de temps à inventer et nous mettre d'accord sur un nouveau lexique des luttes dont personne d'autre ne se souciera. Nous avons mieux à faire que de tomber

dans l'obsession nominaliste. Changer de mots ne changera pas le monde !

## Anticapitalisme, continue à nous tenir !

Il existe une certaine tentation, dans la galaxie décroissante, à s'accommoder vaille que vaille du capitalisme, en reconnaissant son omnipotence – donc sa victoire définitive –, en se contentant de dénoncer sa dérive financiarisée. Selon certains, la décroissance serait compatible avec un capitalisme « *à échelle humaine* ». Pourtant, s'il ne fallait conserver qu'un seul concept venant du marxisme, c'est bien l'anticapitalisme, même si les objecteurs de croissance ne lui donnent pas le même contenu : il devrait aboutir à une société décente, conviviale et réellement socialiste, au sens où les pionniers (Charles Fourier, Pierre Leroux) l'entendaient. Nous sommes ici assez loin de la dictature du prolétariat, prélude à la société sans classe... Être anticapitaliste est nécessaire mais point suffisant. Il faut être de surcroît antiproductiviste, ceci représentant un ensemble plus large englobant cela<sup>8</sup>. A suivre... □

\* Enseignant et essayiste. Dernier ouvrage paru : La pertinence de l'escargot. En route vers la décroissance ! (avec Jean Cornil), éd. Sang de la Terre, 2013.

Notes :

1. Quel est-il ? 5 %, 10 %, 20 % ? Les penseurs sont divisés, et d'ailleurs comment le prouver, cette notion n'étant pas scientifique ?
2. Le point de basculement évoque le moment hypothétique où la masse critique entraîne avec elle le reste de la société.
3. Sauf les pays d'Amérique latine touchés par le « *buen vivir* » ?
4. Le jour de dépassement indique le jour de l'année à partir duquel l'humanité, ayant consommé les revenus annuels de l'écosystème terrestre, commence à puiser dans le capital. Ce jour tombe de plus en plus tôt chaque année qui passe : en 1987, le 19 décembre ; en 2012, le 22 août. Source : [https://en.wikipedia.org/wiki/Ecological\\_Debt\\_Day](https://en.wikipedia.org/wiki/Ecological_Debt_Day)
5. Alban Vétillard, *Croissance et écologie. Concilier l'homme avec la société de demain*, éd. Sang de la Terre, 2013, p. 111.
6. Négatif, toujours ? Cela dépend. Il y a dévalorisation, déboisement, dérangement, déraillement, décapitation, décervelage, déshumanisation, etc., mais aussi désinfection, désintoxication, décontamination, décréue, dépannage, désarmement, détente, désaliénation, débarbouillage, dédommagement, etc.
7. Un coup de chapeau à Christian Araud qui a le mérite de réconcilier avec succès les termes décroissance et transition dans *Préludes à la transition. Pourquoi changer le monde ?*, éd. Sang de la Terre, 2012.
8. A ce sujet, lire Michel Lepasant (dir.), *L'antiproductivisme, un défi pour la gauche ?*, éd. Parangon, 2013.

# La peur du crabe : exploitation du cancer à des fins commerciales

Nicole Delépine,  
oncologue, pédiatre

**Pourquoi dépenser autant de milliards d'euros pour les médicaments en France ? l'exemple de l'instrumentalisation de la peur du crabe à des fins marchandes.**

La plus grande source de profits dans le monde, en dehors peut-être du marché opaque des armes et du pétrole, est l'industrie pharmaceutique. Pour ce résultat, il faut convaincre le maximum d'humains qu'ils sont malades ou vont rapidement le devenir et leur faire accepter les drogues censées prévenir les maux réels, futurs ou imaginaires. Docteur Knock est bien vivant et la peur l'outil le plus efficace pour mater les foules. L'angoisse d'avoir un cancer puis de récidives éventuelles est un moyen très pervers de « nourrir » les patients par des médicaments de plus en plus chers. Comment faire la différence entre le nécessaire, l'indispensable et le simple marketing ? Professionnels, nous avons bien du mal à faire le tri entre ce qui est, pourrait ou n'est pas du tout utile. Notre crédulité à rude épreuve, nous ne voulons pas priver les patients de quelques mois de survie confortable et non plus les intoxiquer par des drogues non expérimentées dont ils ne seront que les cobayes ! L'étude IMS Health 2012 montre que malgré la crise, la croissance de ce marché continue dans le monde. Néanmoins en France depuis 2006, le marché des médicaments remboursables en ville est stable : chiffre d'affaires : 21 Milliards d'euros par an. Le marché hospitalier a vu son chiffre d'affaires passer de 3 à 6 Milliards d'euros de 2002 à 2011. Où est la crise ?

L'industrie pharmaceutique occupe une place majeure dans l'économie française en termes d'activité et d'emploi. Son poids dans l'industrie manufacturière est plus élevé que dans les autres pays européens, et près de deux fois plus en France qu'en Allemagne. Le domaine de la santé compte plus d'un million de professionnels, la part du PIB consacré à la santé est de 12 % en 2011. Big pharma fait régner la peur de la maladie dans la population et la menace des licenciements chez les politiques qui

résisteraient à son exigence de prix délirants non négociés des drogues dites innovantes (d'intérêt réel incertain et de toxicité inconnue, les essais sur de grands groupes n'étant pas encore réalisés). La présidence a décidé en 2003, lors de la création à l'Élysée du premier plan cancer, le remboursement à 100 % des molécules nouvelles supposées innovantes hors tarification à l'activité (T2A) des hôpitaux. Il a imposé ce remboursement à la sécurité sociale sans débat démocratique. L'assurance maladie exécute l'ukase présidentiel objectivant ainsi la perte de son indépendance statutaire d'origine<sup>1</sup>. Depuis dix ans, malgré les changements politiques et le rapport de l'IGAS de 2012<sup>2</sup>, la mesure est reconduite dans les plans cancer successifs : plus de 1,5 milliard d'euros est déboursé par l'assurance maladie pour payer aux labos ces drogues en devenir. Les patients seront cobayes, les labos toucheront le jackpot puisque que l'essai sera payé par la sécurité sociale<sup>3</sup>. Certaines drogues seront délaissées par les labos ou /et les prescripteurs quand ils seront tombés dans le pot commun des substances avec autorisation de mise sur le marché (AMM). Leur prix plus bas car négocié pour obtenir l'AMM, devra être payé par les établissements, intégré dans leur T2A. Les gestionnaires préféreront

passer à d'autres innovations « gratuites » pour l'hôpital et les médecins obéissants se réjouiront de cette opportunité. On aura convaincu soignants et patients que le nouveau est toujours meilleur que l'ancien. Les médecins se sentiront investis dans la recherche, croiront participer aux progrès thérapeutiques et, congrès et publications aidant, toucheront des bénéfices secondaires.

Il est capital de manipuler les patients pour qu'ils acceptent, puis réclament ces drogues dont les effets positifs réels et la toxicité potentielle sont inconnus. C'est le rôle des campagnes de publicité dans les journaux et à la télévision développées par le Ministère sous prétexte d'information et relayées à loisir par les journalistes santé crédules (ou complices) prétendant que ces nouvelles molécules donneront à vos patients ou à vos proches quelques mois supplémentaires de survie. Ces campagnes de publicité sur tous médias organisées par le ministère de la santé témoignent des liens incestueux entre pouvoir politique et lobbys pharmaceutiques. Ils devraient être la première cible des élus qui prétendent épurer la société malade des conflits d'intérêt. Les tenants de la pensée unique nous stigmatisent sous prétexte qu'on



voudrait refuser aux patients quelques mois de vie que l'on s'empresse de demander si nous étions personnellement en cause. Personne ne refusera aux malades ces mois de vie à condition qu'ils soient « vivables » mais il ne faut jamais oublier que des traitements conventionnels reposant sur des schémas éprouvés donnent le plus souvent autant de survie supplémentaire de qualité que le saut dans l'inconnu hors de prix des molécules innovantes. A condition de pouvoir administrer ces traitements conventionnels sans se faire taxer de pratiquer l'acharnement thérapeutique des médecins, se faire menacer de plainte de l'Ordre, et que votre patient ne soit pas expédié rapidement en soins palliatifs. Les ardents défenseurs des molécules innovantes au prix du diamant sont les mêmes qui pourfendent les oncologues qui tentent de prolonger la vie de qualité de leurs malades avec des moyens classiques sans les abandonner trop vite à l'arrêt des « traitements actifs »<sup>4</sup> qui devient une discipline médicale !

### La marchandisation du secteur

Les chiffres d'affaires mondiaux des laboratoires témoignent de la marchandisation du secteur. A titre d'exemple en 2009 selon *Les Echos* les cinq premiers : Pfizer-Wyeth (US) : 75 milliards de dollars, Merck & co ; Schering-Plough (US) : 47 milliards Hoffman-La Roche-Genentech (Suisse) : 43,1 milliards ; Novartis (Suisse) : 41,5 milliards ; Sanofi-Aventis (France) : 34,9 milliards. En France, le secteur du médicament représentait 2,2 % du PIB - chiffre d'affaires 33,1 milliards d'euros en 2005, 50 milliards en 2011. Le bénéfice annuel net représente plus de 20 % du chiffre d'affaires, record absolu des activités légales. Le taux de retour sur investissement est deux fois supérieur à la moyenne des industries. La puissance financière des firmes leur permet d'exercer une forte influence sur les pouvoirs publics, OMS, commission européenne et gouvernements. Les moyens vont du lobbying classique (plus de 40 députés se réclament les amis du LEEM<sup>5</sup>) au chantage aux emplois, à la corruption de certains experts et décideurs des ministères et agences sanitaires, d'où les scandales successifs et le refus de transparence<sup>6</sup>. Ceux-ci s'entendent entre eux malgré les lois européennes qui interdisent le cartel d'entreprises et les ententes. En 2011, Roche est accusée d'entente avec Novartis

pour imposer à un prix exorbitant un traitement de la dégénérescence maculaire (Lucentis versus Avastin molécules cousines germaines commercialisées à des prix de facteur différent de 20<sup>7</sup>). Certaines firmes ont conclu des accords illégaux avec des fabricants de génériques pour que ceux-ci ne proposent pas leurs génériques à des prix trop bas. Seule la lutte incessante contre les conflits d'intérêt entre toutes parties pourra mettre un frein à l'appétit des différents groupes médicaux, politiques, élus etc. L'affichage obligatoire des liens d'intérêt (déjà légal, jamais pratiqué à la télé ou radio) entre professeur interrogé sur un médicament et le laboratoire qui le promet serait une étape immédiatement efficace. Elle rappellerait chaque jour ces liens incestueux, dangereux pour la morale et la santé des humains. Je vous invite à suivre prochainement la campagne de « sensibilisation » au problème de l'éjaculation précoce qui va inonder nos ondes (déjà sur *France info*) pour un médicament proche du prozac dont les dangers sont importants pour un souci souvent soluble par des voies non médicamenteuses. Exigez de connaître les liens d'intérêt ! ☐

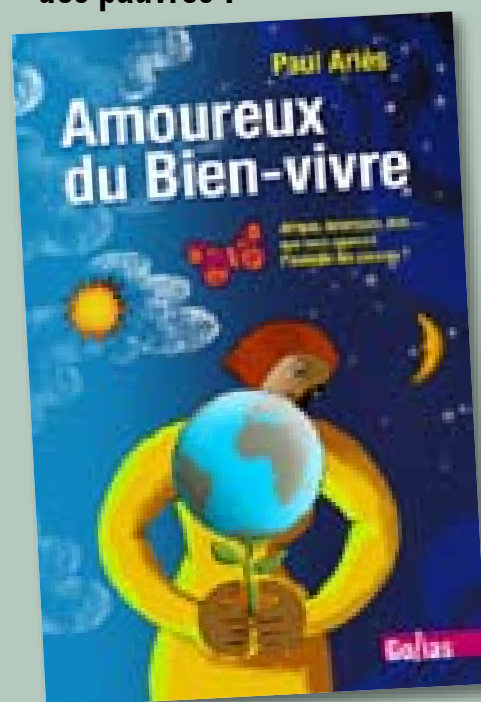
Notes :

1. De même le ministère de la santé a imposé les remboursements de vaccins inutiles (grippe H1N1 : 2 milliards) voire dangereux (vaccin contre l'hépatite B). Le Gardasil remboursé à 100 % à des prix élevés protégerait contre certains papillomavirus. Son efficacité dans la prévention de cancers du col de l'utérus des décennies plus tard, reste à démontrer, ses dangers graves sont par contre connus.
2. Qui démontre l'intérêt pour l'industrie plus que pour les patients.
3. J'ai détaillé le problème capital posé par la liste en sus des groupes homogènes de malades dans une tribune sur *économie matin* en 2013 et dans l'essai *Le cancer, un fléau qui rapporte* publié chez Ed Michalon en février 2013.
4. LATA « limitations et arrêts de thérapeutique active » : nouvelles formations hospitalières en 2013 pour la première fois après 40 ans de carrière.
5. Syndicat de l'industrie du médicament.
6. Par exemple la banque de données Eudravigilance rassemblant les effets secondaires n'est pas accessible au public de même que les résultats détaillés des essais, propriété « intellectuelle » des laboratoires.

7. Le laboratoire fabriquant Avastin ne demande pas l'AMM pour l'indication ophtalmologique, ce qui permet au labo fabriquant le Lucentis de le vendre à 1000 euros l'injection contre 50 euros la dose d'Avastin équivalente.

# Amoureux du Bien-vivre

Afrique, Amériques, Asie...  
que nous apprend l'écologie  
des pauvres ?



## Bon de commande

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Je désire commander « Amoureux du Bien-vivre »  
au prix de 12 euros (+ 3 euros pour les frais de port)

Veillez retourner ce bon de commande en joignant votre règlement à l'ordre de Golias BP 3045 - 69605 Villeurbanne cx.  
Pour la Belgique virement à l'ordre de Golias sarl, compte N° 435-3400801-61



# Désarmement nucléaire : le débat s'ouvre

Patrice Bouveret, directeur  
de l'OBSARM -  
Christine Bergé, anthropologue

**Alors que le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale réaffirme la priorité de la dissuasion nucléaire et que la Loi de Programmation militaire 2014-2019 (soumise au débat parlementaire à l'automne 2013) engagera des crédits pour moderniser l'arsenal nucléaire français, un certain nombre de responsables politiques, militaires et parlementaires s'interrogent sur la pertinence de ces choix et poursuivent leur réflexion en faveur du désarmement nucléaire. Aujourd'hui, 146 pays soutiennent un projet de convention pour l'élimination des armes atomiques. La France pourra-t-elle longtemps maintenir une doctrine jugée « obsolète » ?**

L'élection présidentielle de 2012, malgré quelques tentatives, n'a pas permis d'ouvrir le débat. Mais depuis, plusieurs éléments — dont la politique d'austérité budgétaire — pourraient venir modifier la donne.

En novembre 2012, à l'occasion du vote du budget de la Défense à l'Assemblée nationale, Denis Baupin (vice-président) dépose un amendement pour la suppression des crédits destinés à l'armement atomique, se référant à l'accord signé par Europe-Écologie-les Verts et le Parti socialiste fin 2011 pour ouvrir des négociations en vue d'un désarmement nucléaire universel. L'amendement est rejeté.

En janvier 2013, se tient à l'Assemblée nationale un colloque : « *Dissuasion nucléaire : ouvrons le débat* » à l'initiative de Denis Baupin, Noël Mamère et les députés du groupe écologistes, colloque organisé par l'Observatoire des armements et le réseau des Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND-France).

En mars 2013, à l'initiative du gouvernement de Norvège, se déroule à Oslo une conférence sur l'« *Impact humanitaire des armes nucléaires* ». 127 délégations gouvernementales étaient présentes. L'Inde et le Pakistan étaient les seules puissances nucléaires présentes, les 7 autres — dont la France — avaient décidé de la boycotter. Cette conférence intergouvernementale était précédée, à l'initiative du réseau ICAN (Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires), d'un forum de la société civile rassemblant plus de 400

personnes en provenance de 70 pays. Le contexte de ces actions n'est pas facile : échec du TNP (Traité de non-prolifération, entré en vigueur en 1970), puis blocage de la Conférence du Désarmement, du fait de la règle du consensus qui s'impose au sein de cette instance ad hoc de négociation de l'ONU. C'est pourquoi l'Assemblée générale de l'ONU a décidé le 3 décembre 2012 la création d'un outil spécifique pour le désarmement nucléaire, le « Groupe de travail à finalité d'ouverture », qui doit se réunir en septembre 2013. Une nouvelle donne engageant à reprendre le débat avec tous les partenaires, dont l'Inde, le Pakistan et Israël.

Observons maintenant quelques-uns des arguments mis en présence lors du colloque de janvier 2013.

## Le règne du paradoxe

Pour les participants, l'enjeu crucial est l'accomplissement de l'article VI du TNP. Celui-ci fait obligation aux Cinq États « officiellement » dotés de l'arme nucléaire (États-Unis, Russie, France, Chine et Royaume-Uni) de négocier de bonne foi un désarmement nucléaire général, avec en contrepartie l'acceptation par les 184 autres États signataires de ne pas posséder la bombe atomique.

D'un côté, des voix se font entendre. Au sein de son leit-motiv « *Nous ne sommes pas seuls !* », Denis Baupin désigne Barack Obama qui, en avril 2009 à Prague, a exigé qu'ouvrent des négociations multilatérales sur un désarmement nucléaire progressif ; puis Ban Ki-Moon, porte-parole fidèle aux

nombreuses résolutions adoptées année après année par l'Assemblée générale de l'ONU dont il est le secrétaire général : lors de l'anniversaire de l'explosion de la bombe à Hiroshima, il a demandé la suppression des armes atomiques.

Mais de l'autre, Philippe Wodka-Gallien rappelle qu'en 2013, le « P5 » (les cinq puissances nucléaires reconnues par le TNP) poursuivent la modernisation de leurs arsenaux. Tout comme les États hors TNP qui se sont dotés de l'arme nucléaire : Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord. C'est d'ailleurs l'argument mis en avant hier par Nicolas Sarkozy, et aujourd'hui par François Hollande pour refuser tout débat sur le désarmement nucléaire : priorité à la lutte contre la prolifération.

Le nœud du paradoxe réside dans l'hésitation suivante : désarmement unilatéral ou multilatéral ? Qui va commencer ? Qui sera le dernier « joueur » ? Peut-on le faire tous ensemble ? Comment créer une nouvelle dynamique qui place en son cœur la sécurité commune en lieu et place d'une logique de puissance ? Quant au principe de suffisance, il brouille les cartes : les États qui démantèlent le font en fonction de ce qu'ils ont « suffisamment ». Exemple, la France a déjà démantelé la moitié de la force aérienne tactique, les armes nucléaires sol-sol de l'armée de terre basées sur le plateau d'Albion, le Centre d'essais nucléaires dans le Pacifique, et diminué la flotte de sous-marins nucléaires de 6 à 4 ; mais tout en augmentant la précision et la portée de ses armes nucléaires...

## L'armement nucléaire : obsolète, ambigü et inadapté

Alain Joxe montre que cette arme est obsolète depuis la fin de la guerre froide : « *Depuis 1990, l'arme nucléaire ne joue plus aucun rôle stratégique. C'est un arsenal ayant une capacité de génocide "sans ennemi, sans théorie et sans doctrine d'emploi"* ». La stratégie est celle d'une arme purement défensive, dite dissuasive, en face d'un autre pouvoir nucléaire qui peut riposter au même niveau. Cette stratégie ambigüe comprend une doctrine de non





*s'efforce surtout de préserver ce qui est présenté comme des acquis».*

### France, « goulot d'étranglement » du désarmement nucléaire

Les trois parlementaires européens qui sont intervenus (Royaume-Uni, Écosse et Finlande) ont fait part du travail de réflexion entrepris dans les enceintes de leurs parlements respectifs. Ils ont également tous souligné « que la France a toujours été considérée comme le goulot d'étranglement du passage de l'Europe à une situation de zone sans arme nucléaire », renvoyant à l'absence de volonté politique. Et nous interpellant : « Où se situera la France par rapport à l'arme nucléaire, lorsque de l'autre côté de la Manche la Grande-Bretagne ne l'aura plus ? »

Paul Quilès, ex-ministre de la défense et ancien député, a suggéré un certain nombre d'initiatives, notamment au niveau diplomatique, détaillées dans un ouvrage qu'il vient de publier avec le général Norlain et Jean-Marie Collin. La France pourrait, par exemple, impulser une dynamique de désarmement nucléaire en gelant les programmes de modernisation en cours, en promouvant le traité d'arrêt de production des matières fissiles à des fins militaires en discussion à l'ONU ou l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient — comme cela avait été décidé dès 1995 lors de la conférence quinquennal d'examen du TNP et renouvelé en 2010.

Mais on ne peut pas compter sur les seuls États pour enclencher le processus de désarmement nucléaire, comme l'a rappelé Dominique Lalanne, animateur du collectif « Armes nucléaires STOP », sauf si la société civile s'empare de la question et l'inscrit au cœur de l'agenda politique. □

Pour en savoir plus :

• Les Actes du colloque sont disponible sur : [www.obsarm.org/](http://www.obsarm.org/)

• *Exigez un désarmement nucléaire total*, Stéphane Hessel, Albert Jacquard et l'Observatoire des armements, Stock, 2012, 72 p. 5

• Arrêtez la bombe !, Paul Quilès, Bernard Norlain, Jean-Marie Collin, Le cherche midi, 2013, 264 p., 16,50

emploi, mais joue dans le même temps sur le registre verbal de la menace. Or, pour que cette menace soit crédible, il faut que les instruments de sa réalisation soient disponibles. Le perfectionnement apporté à l'armement nucléaire sert uniquement à « démontrer qu'on a des mots qui peuvent être suivis d'actions ». Voilà « une doctrine d'emploi virtuelle qui consiste à soutenir un discours de menaces variées par un arsenal de plus en plus différencié ». Le spécialiste des questions de stratégie souligne l'ambiguïté d'une dissuasion jouant sur un ensemble de scénarios qui ne doivent pas avoir lieu.

Historiquement, l'arme nucléaire ainsi comprise appartenait à la construction de l'autonomie de la France dans une période d'affrontement entre les deux blocs Est et Ouest. Elle était censée défendre une forme de liberté politique. « Tout ça s'écroule complètement quand l'ennemi soviétique disparaît. »

Stratégie se transformant même en une « assurance-décès », comme l'a souligné le général Bernard Norlain, car reposant sur une imposture : en aucun cas elle ne représente une garantie, mais plutôt un risque. Le monde actuel montre que les modes de conflit ont changé, affirment de nombreux participants. Philippe Wodka-Gallien reconnaît que « lorsqu'il s'agit d'aller débusquer du taliban en Afghanistan, ce n'est pas avec des armes

nucléaires qu'on le fait et aujourd'hui au Mali ce n'est pas avec des armes nucléaires qu'on le fait ». En outre, les nouvelles « guerres » sont déterritorialisées. « On voit que la domination principale est une domination par le système financier spéculatif et le royaume des usuriers qui n'a pas de lieu. »

Mais comment alors expliquer que le rôle de l'arme nucléaire soit resté comme figé dans la stratégie de la France ? Si ce n'est en faisant appel à ce que Benoît Pelopidas nomme l'« idiosyncrasie nucléaire française », stable depuis la fin des années 1970 et la conversion de la gauche (socialiste et communiste) à la dissuasion nucléaire. Aux problèmes méthodologiques d'évaluation de l'efficacité de l'arme nucléaire comme instrument de dissuasion s'ajoute ce dilemme dans l'évaluation de ses effets globaux : à supposer qu'elle empêche la guerre nucléaire, elle pourrait bien inciter à des conflits de basse intensité... Sans oublier le facteur chance qu'un déclenchement par accident n'ait pas eu lieu alors qu'à plusieurs reprises nous avons frôlé la catastrophe, compte-tenu notamment du système d'alerte toujours en vigueur...

D'autre part s'est développé tout particulièrement en France, toute une « communauté d'experts » sur laquelle se fonde le pseudo-consensus et qui « empêche l'ouverture d'un débat et sert d'alibi à une politique conservatrice au sens où elle [...]

# Réforme des retraites :

## quand on veut noyer ses vieux...

Jean Gadrey, économiste, conseil scientifique d'ATTAC

La première des questions relatives aux retraites n'est pas de savoir ce que seront en 2060 le rapport retraités/cotisants et le PIB par habitant. Elle est de délibérer de la vie après celle du travail, tout autant que du sens du travail et des autres activités et moments qui font que la vie vaut d'être vécue.

Derrière toute politique publique des retraites, on trouve des représentations conflictuelles de la « valeur » (non économique) de la vie des personnes ayant quitté la sphère du travail économique et des rapports qu'elles entretiennent avec leurs concitoyens de tous âges.

Pour les grands acteurs du capitalisme financier, c'est simple : les retraites sont une charge et les vieux un fardeau. C'est leur vision de toute la protection sociale – ne parlent-ils pas des charges des entreprises ? – mais aussi des impôts et des taxes, y compris environnementales. Ils abhorrent ces « charges », associées à des biens communs, qui sont pour eux des maux privés et autant d'obstacles à la « libre » exploitation des humains et de la nature. À l'exception des vieux encore rentables selon leurs critères, ou de ceux qui fréquentent leurs conseils d'administration et les institutions politiques plus ou moins sous leur coupe, ils entendent bien faire payer la crise aux retraités aussi, l'essentiel étant de baisser leurs pensions par divers moyens, dont la désindexation. Mais tout un travail de propagande s'impose pour y parvenir.

Première technique : quand on veut « noyer ses vieux », on en rajoute sur leur nombre à venir (c'est l'aspect démographique) et sur ce qu'ils vont coûter (c'est l'économie de la chose). Pour commencer, démographie fantaisiste à l'appui, on invoque le « péril vieux » devant une opinion qui manifeste souvent une coupable tendresse pour des parents, grands-parents et autres vieux schnoks jugés « improductifs » mais en réalité producteurs de multiples richesses constitutives du bien vivre, à la fois pour les autres et pour eux-mêmes.



D'où des slogans mensongers sur le plan démographique, mais que les politiques et les affairistes reprennent en boucle. C'est le « fléau du vieillissement » de Valérie Pécresse, c'est *Le Monde* assurant que « les vieux sont en passe de devenir majoritaires ». Autant de fantasmes politiquement orientés : même en 2060, où l'on devrait atteindre la proportion maximale de plus de 60 ans, il y aurait selon l'Insee un tiers de moins de 30 ans, un tiers de 30-60, et un tiers de plus de 60 ans.

### Les prêtres de l'âgisme

La cause est-elle entendue ? Non, car nous disent les prêtres de l'âgisme, ce qui compte c'est le « fardeau » financier que les « actifs » vont devoir supporter pour entretenir ces incorrigibles retraités s'obstinant à vivre aux crochets des premiers. Et c'est là qu'ils vous sortent avec gourmandise l'implacable ratio retraités/actifs, ou son cousin, dont l'appellation est tout un programme d'enfumage symbolique, le « ratio de dépendance vieillesse », défini comme le rapport entre le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans et la population en emploi. Vous rendez-vous compte, assènent-ils, on va passer de 0,54

personnes âgées par actif en 2010 à 0,81 en 2050, soit une progression de 50 % ! On comprend que beaucoup se réfugient dans les promesses de la croissance du gâteau PIB et de la productivité : avec un « gâteau par actif » plus gros d'au moins 50 %, on s'en sortirait ! Et au-delà de 50 %, on s'en sortirait encore mieux ! Que dites-vous ? Ce n'est pas forcément idéal pour l'écologie ? Si le gâteau est plus gros mais empoisonné, est-ce un cadeau ? Bonnes questions, répondent-ils, mais on verra plus tard. Nous devons éteindre le feu du financement des retraites.

Or justement il n'y a pas le feu, pas plus pour l'économie que pour la démographie. Pour une raison simple : les retraités ne sont pas les seules personnes économiquement « dépendantes » des personnes en emploi. Les richesses (économiques) produites par les actifs occupés sont aussi partagées avec les autres « inactifs », (jeunes ou moins jeunes, ainsi que les chômeurs. Le ratio dit de dépendance économique (personnes sans emploi de tous âges / personnes en emploi) permet de mesurer ce phénomène.

Mais sa progression prévue est quatre fois moins forte que celle du ratio de dépendance vieillesse : + 13 % d'ici 2050.

Tout simplement parce que l'augmentation de la proportion de personnes âgées sera en bonne partie compensée par la diminution de la proportion de jeunes. Et, contrairement à une idée reçue, le coût du financement des personnes âgées n'est pas plus élevé que celui des jeunes.

Deuxième technique : quand on veut noyer ses vieux, on paupérise au fil des ans une proportion croissante d'entre eux, on ampute leurs revenus réels mais aussi ces autres richesses dont dépend leur bien-être : services publics et non marchands, couverture des soins, etc. C'est cette technique que nos grands réformateurs vont privilégier. Ils pensent que la progressivité de ses effets dans le temps peut la rendre plus acceptable (le temps des prochaines échéances électorales) que les deux autres solutions, qu'ils ne vont pas pour autant négliger : l'allongement de la durée de cotisation, ce qui aboutit aussi à baisser le montant des pensions, et un nouveau recul de l'âge légal. L'augmentation des taux de cotisation semble exclue ou sera marginale : il ne faut pas trop mécontenter le MEDEF.

De fait, la paupérisation relative des retraités est en marche depuis plus de vingt ans. Elle a été forte dans les années 2000 pour les « bénéficiaires » du minimum vieillesse. L'écart entre ce minimum et le seuil de pauvreté s'est vivement creusé dans les années 2000-2006. En 2006, pour une personne seule, le minimum vieillesse était inférieur de 31 % au seuil de pauvreté ! L'écart s'est légèrement réduit ensuite, mais on peut parler d'un appauvrissement politiquement programmé des personnes âgées les plus pauvres. Les associations nous disent d'ailleurs qu'on trouve de plus en plus de retraités aux restos du cœur, au Secours populaire, etc.

Et l'avenir est encore plus sombre pour la grande majorité des retraités, si on poursuit dans la voie de telles réformes. Pour le magazine *Capital*, qui porte bien son nom, c'est fatal : « *Le pouvoir d'achat des retraités va baisser* » (17 avril).

Et bien justement, ce n'est pas fatal. Les solutions que nos adversaires refusent se nomment solidarité et partage : du travail, des revenus, des richesses non économiques, de la démocratie. Il n'y a nul besoin de croissance pour les mettre en œuvre, à l'exception de la croissance de la mobilisation. Il faut bloquer ce projet. ☐

## AGENDA

## 3<sup>e</sup> forum à Grigny (Rhône) de la désobéissance

**70 ans après le programme du Conseil national de la Résistance (CNR),  
Quel Bien Vivre en France ?  
Ecrire de nouveaux Jours Heureux**

Samedi 26 octobre 2013 - 8 h 00 - 23 h 00  
Centre Edouard Brenot à Grigny (Rhône)  
(rue Waldeck Rousseau) - **Entrée gratuite**

## MATINÉE

**9 h 00** ouverture par **René Balme**, maire de Grigny, et **Paul Ariès**, rédacteur en chef du mensuel *Les Z'indigné(e)s - La vie est à nous* : « Ce qui s'invente en Afrique, Asie, dans les Amériques et en Europe ? »

- Interventions animées par Simon Lecomte, éducateur spécialisé
- Animation musicale avec la batucada du Village d'Emmaüs Lescar-Pau.
- Performance artistique inscrite dans le cadre de la Biennale d'Art Contemporain de Lyon.

**Matthieu le Quang**, sociologue, « *Quel Buen vivir en Amérique du Sud ?* »

**Geneviève Azam**, économiste, porte-parole ATTAC-France : « Richesse et pauvreté »

**Francine Mestrum**, sociologue, coordinatrice « Global Social Justice » : « Quelles expériences dans les pays du Sud ? »

Débat dans la salle

**Aline Rigaud**. Harcèlement sexuel : Oser désobéir à la loi du silence

Retour sur son affaire, annulation de la loi par le Conseil Constitutionnel

## APRÈS-MIDI

**12 h 30 - 14 h 00** : Pause déjeuner : buvette gourmande, boissons et repas froid et visite des stands

**Didier Magnin**, président de Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui : le programme du CNR

**Germain Sarhy**, responsable du Village Emmaüs Lescar-Pau

**Aurélié Trouvé**, animatrice Conseil Scientifique d' ATTAC

**Alain Cantarutti, Françoise Ahard, Denis Ladous**,

Fédération des Centres sociaux

**Yves Rémy**, Directeur du CIDEFE (Centre d'information, de documentation, d'étude et de formation des élus)

**18 h 00** : Conclusions par **René Balme** et **Paul Ariès**

Pause gourmande, apéritif

**19h30 Soirée cabaret animée par « Monsieur Timide »**

**Spectacle : 3 euros/ dîner-spectacle : 20 euros -**

**Réservation obligatoire** : Monsieur le Maire - service Protocole - 3 av. Jean Estragnat BP 12 - 69520 GRIGNY - tél. 04 72 49 51 75 - courriel : protocole@mairie-grigny69.fr - Possibilité de camper gratuitement sur place (gymnase)

# La prostitution : pas dans nos slips !

Gérard Biard, porte-parole  
de Zéromacho

**Des hommes pour l'abolition de la prostitution... Allons bon, quelle drôle d'idée ! Et pourquoi pas des banquiers pour l'abolition de l'argent, tant qu'on y est ? Pourtant, l'idée n'est pas si incongrue que ça. Tout dépend de la société dans laquelle l'on souhaite vivre.**

**A**vant d'entrer dans le vif, un rappel indispensable : l'abolition n'est pas la prohibition, ni l'interdiction. Elle pose un principe, sanctionné par la loi, qui dit que le système prostitueur n'a pas sa place dans un État de droit, que les personnes prostituées sont des victimes qu'il faut protéger et non poursuivre, et que le « client », parce qu'il est non seulement

complice, mais aussi principal moteur d'un système d'exploitation criminel, doit être responsabilisé pénalement. Ceci posé, rappelons quelques évidences.

Premier point : la prostitution, y compris la prostitution masculine, s'adresse en premier lieu aux hommes. La part de femmes qui y ont recours est anecdotique. Si elle n'est pas, comme le prétend la sagesse populaire, « le plus vieux métier du monde » — d'abord parce qu'elle n'est en aucun cas un « métier », mais une activité cauchemardesque exercée dans l'écrasante majorité des cas sous la contrainte et la violence —, elle s'appuie en revanche sur le plus vieux système de domination du monde, et le plus profondément enraciné : le patriarcat, ciment du machisme. La prostitution pose comme principe social

que la femme peut, « par nature », être mise à la disposition sexuelle de l'homme. Quand l'on souhaite vivre dans une société égalitaire, où la femelle n'est pas prédestinée à servir de paillason au mâle, on est donc pour l'abolition de la prostitution.

Deuxième point : il n'y a pas, comme on aime à le théoriser sur certains plateaux de télévision, une « mauvaise » prostitution d'un côté, sous la coupe des trafiquants et des proxénètes, et une « bonne » prostitution de l'autre, qui verrait des femmes et des jeunes filles décider, en toute indépendance, d'exercer une activité sexuelle rémunérée. Comme l'a raconté Alphonse Boudard — qui n'était pas vraiment un abolitionniste forcené — dans son livre *La Fermeture*, la prostitution a de tout temps été contrôlée par le crime organisé. Il n'y a pas de putain





sans maquereau, il n'y a pas de bordel sans réseau. Si l'on décrète que la prostitution est un travail comme un autre, il faut alors en déduire que le proxénète est un patron respectable et que les réseaux de trafiquants internationaux ont toute légitimité pour figurer au Cac 40. Quand l'on souhaite vivre dans une société de justice, où Dodo la Saumure dort à la Santé et pas au Medef, on est pour l'abolition de la prostitution.

Troisième point : le fait qu'il existe, à la marge, des personnes qui « choisissent », pour des raisons qui appartiennent à leur histoire personnelle, de devenir prostituées « indépendantes » - la question étant de savoir combien de temps elles le resteront... -, ne justifie pas que l'on adopte un modèle réglementariste. L'urgence n'est pas de régler la situation de quelques centaines de personnes qui affirment avoir fait un choix - et qui ont donc, en principe, une alternative -, mais de mettre un frein à l'exploitation inhumaine de dizaines de milliers de victimes qui n'ont pas le choix, et qui sont réduites au silence. Quand l'on souhaite vivre dans une société qui ne construit pas la « liberté » de quelques uns sur l'exploitation de la majorité, on est pour l'abolition de la prostitution.

Quatrième point : la question du « choix » ne serait pertinente que si choix il y avait, si la prostitution ne frappait pas exclusivement les classes sociales les plus défavorisées - en France, on estime que 80 % des personnes prostituées sont étrangères -, si elle n'était pas le fruit d'une violence, économique, sociale et, bien sûr, physique, si l'on pouvait vraiment choisir entre faire le trottoir et faire son droit. Or, le « choix » qui s'offre en général n'est pas entre putain ou avocat, mais entre putain ou cadavre. Le premier des droits que l'on doit offrir aux personnes prostituées, c'est ne jamais devoir l'être. Quand l'on souhaite vivre dans une société où l'exploitation des plus faibles et des plus pauvres n'est pas considérée comme un mal nécessaire, on est pour l'abolition de la prostitution.

Cinquième point : dans les pays réglementaristes, où les activités et les dividendes du marché - appelons les choses par leur nom - de la prostitution devraient en toute logique être transparents, puisqu'ils sont officiellement encadrés par la loi, les autorités ne sont, pas plus qu'ailleurs, capables de fournir de chiffres précis, tant sur le nombre de prostituées que sur les sommes générées par leur

esclavage sexuel. Et, dans ces mêmes pays, la prostitution clandestine est en constante augmentation - là aussi contre toute « logique ». Cela démontre que le réglementarisme n'est ni un moyen de réduire les profits du crime organisé, ni un gage de sécurité pour les personnes prostituées. Quand l'on souhaite vivre dans une société qui se donne les moyens de protéger les victimes de la violence, on est pour l'abolition de la prostitution.

Dernier point, enfin, mais essentiel : la prostitution n'a rien à voir avec la liberté sexuelle. La sexualité humaine a ceci de spécifique qu'elle n'est pas mue par l'instinct de reproduction, mais par le désir. Or, il n'y a pas de désir, en tout cas partagé, dans la prostitution. Au mieux, il y a chez les personnes prostituées de l'indifférence feinte, que les psychiatres appelleront « dissociation » et les réglementaristes « consentement ». Certes, techniquement, s'agissant de recevoir plusieurs fois par jour, dans sa bouche, son vagin ou son anus, le sperme de centaines d'inconnus, on peut parler d'acte sexuel. Mais, techniquement, le viol en est un aussi, tout comme la pédophilie. Quand l'on souhaite vivre dans une société où les infinies possibilités de la sexualité humaine, y compris les plus farfelues, s'expérimentent entre personnes libres et désirantes, on est pour l'abolition de la prostitution.

### Refus de squatter nos intimités

Laissons donc de côtés les fantasmes d'esthètes et de pragmatiques. La prostitution n'est pas un délicieux moment d'extase entre libertins ni une relation commerciale entre individus exerçant leur libre arbitre, mais un système économique global reposant sur l'exploitation, la violence et la loi du plus fort, générant des profits colossaux pour un minimum d'investissement et contrôlé de la base au sommet par des truands, des tueurs et des trafiquants de bétail humain. Elle n'est qu'un rêve humide pour économiste ultralibéral. Les rapports de force marchands ont, dans le monde contemporain, suffisamment d'espace pour s'exprimer. Nous refusons de les voir, en plus, squatter nos slips et nos intimités. □

• Fondé en 2011, Zéromacho est un réseau international d'hommes engagés contre le système prostitueur.

• Site : <http://www.zeromacho.eu>



### Offre spéciale abonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Je désire m'abonner ou abonner un(e) amie pour un an (10 n°) à *Les zindigné(e)s* au prix de 40 euros

Veillez retourner ce bon de commande en joignant votre règlement à l'ordre de Golias BP 3045 - 69605 Villeurbanne cx.

**Les Zindigné(e)s !**  
La vie est à nous

**Rédaction en chef :** Paul Ariès

**Secrétariat de rédaction :**

Charlotte Belge, Vincent Farnier

**Ont collaboré à ce numéro :** Patrick Descottes, Khaled Gaji, Jean-Claude Paye, Aurélien Bernier, Eva Lacoste, Bernard Legros, Nicole Delépine, Patrice Bouveret, Christine Bergé, Jean Gadrey, Gérard Biard, Laurent Paillard, Christine Jakse, Yannis Youlountas, Jean-Baptiste Malet, Yann Fiévet, Mathylde

**Édité par les éditions Golias**

BP 3045 - 69605 Villeurbanne cx

sarl au capital de 50155,73 euros

**Crédit Photos :** Golias / Tous droits réservés sauf mention contraire sous la photo

**Conception graphique :** Cris'créa

**Directeur de publication :** Luc Terras

Tél : 04 78 03 87 47 Fax : 04 78 84 42 03

**E-mail :** [redaction@les-indignes-revue.fr](mailto:redaction@les-indignes-revue.fr)

Internet : [www.les-indignes-revue.fr](http://www.les-indignes-revue.fr)

Impression : Nouvelle imprimerie Laballery (58)

Commission paritaire : 0214 K 91249 -

Dépôt légal à parution - Mensuel 5 €

# Le concept d'opinion est une construction médiatique

Laurent Paillard, philosophe

**Pour désamorcer la critique des médias, le journaliste Jean Michel Apathie ose avancer cet argument ultime dans le dernier film de Pierre Carles : Hollande, DSK, etc. Selon lui, le parti pris de la majorité des éditorialistes en matière économique et sociale n'a pas d'importance puisque leur fonction se limite à un babillage stérile et sans conséquence sur l'opinion et donc la démocratie.**

Il évite ainsi tout questionnement à propos du contenu et de la qualité des programmes, en détournant le débat vers un problème qu'il est impossible de trancher. En effet, mesurer de façon précise les conséquences d'une parole sur autrui n'a pas de sens puisqu'il faudrait pouvoir l'isoler de son contexte social.

C'est pourquoi, contrairement à ce qu'il suggère, la critique du discours médiatique ne consiste pas à affirmer que le public le reçoit de façon complètement passive. Cependant, cela ne remet pas en cause la tentative d'influence du public, sous couvert d'information, afin de favoriser les intérêts privés des acteurs des médias au détriment de l'intérêt général. Nous pouvons ajouter que si l'influence en question n'est pas systématique, il n'en demeure pas moins que la presse, la radio ou la télévision constituent les sources principales d'information pour bon nombre de citoyens. Dans ces conditions, les faits qui y sont présentés et la façon dont ils sont mis en scène ont nécessairement une incidence sur le jugement des individus, même les plus éclairés.

Jean-Michel Apathie confond donc manifestement « influencer » et « conditionner » en regrettant l'échec du second. Ce faisant, il montre qu'il ne comprend pas le sens profond de la réflexion sur les médias : il ne s'agit en rien de les dénigrer, mais de comprendre leur rôle dans le fonctionnement de la société afin d'aider le public à construire son esprit critique. En effet, l'habileté de cet argument consiste à



insinuer que la mise en cause du quatrième pouvoir est une marque de mépris à l'égard du public. C'est une façon de flatter ses auditeurs pour mieux désamorcer leur esprit critique. En faisant cela, il s'en remet à une vision atomisée de l'humanité dans laquelle les individus seraient souverains et naîtraient avec un libre-arbitre et une liberté intellectuelle déjà constituée.

## « Parler pour ne rien dire »

Si au contraire, on postule qu'une personne est le résultat d'un processus de socialisation jamais achevé, on doit reconnaître que le fait de passer un quart de son temps à être le spectateur d'une représentation déformée du réel a des effets sur le jugement. De plus, on ne peut pas réduire le discours médiatique au travail éditorial : ce qui rend ce dernier efficace, c'est le relais qu'il trouve dans le reste des programmes et le traitement de l'information par le prisme du fait divers. Celui-ci a pour effet, sinon pour but, de dépolitiser les événements de sorte que tout combat collectif contre l'ordre établi soit impossible. En la matière, sa fonction n'est pas tant d'influencer l'opinion des individus que d'empêcher qu'elle se constitue en pensée critique collective.

Enfin, l'éditorialiste témoigne d'un manque de réflexivité propre à la pensée idéologique qui se vit elle-même comme pré-constituée. En effet, la critique des médias n'est pas d'abord une dénonciation de leurs effets sur de prétendus « esprits faibles », mais est avant tout une réflexion sur soi et la façon dont ils interviennent dans la formation de notre propre pensée de citoyen. Au contraire, cet argument révèle le schéma fondamentalement anti-démocratique de celui qui pense la politique à partir de l'idée qu'il y aurait une « opinion publique ». Dans cette représentation, la pensée collective n'existe pas, il n'y a que des « esprits forts », qui ont le droit à la parole publique, et des « esprits faibles » qui en sont réduits à écouter. Mais au grand dam de notre éditorialiste, les esprits faibles ne se laissent pas facilement influencer, comme le montre, selon lui, le référendum de 2005. Jean-Michel Apathie révèle ainsi la propension des acteurs dominants des médias au renoncement à en faire des lieux de rencontre et de dialogue soutenant une démocratie éclairée, pour en faire des instruments d'influence dont ils déplorent le manque d'efficacité. Il ne faut donc pas dire : « *Je suis éditorialiste* », mais : « *Je parle pour ne rien dire.* » □

# La préservation de la vie

Christine Jakse, sociologue

**Emploi vert, filtre diesel, tri sélectif.  
Autant de cautères sur une jambe  
de bois, si l'objectif visé est la  
préservation de la vie.**

**P**ourquoi ? Parce qu'en aucun cas, elles ne traitent la question à la racine. Autrement dit, l'enjeu écologique n'est pas compatible avec celui d'une économie capitaliste. Et, les piètres solutions citées plus haut comme toutes les autres mises en œuvre à ce jour restent conditionnées à leur seule capacité à être rentables. Le pillage des ressources naturelles, la dégradation accélérée de l'environnement ou encore le réchauffement climatique attribué aux industries et aux transports dans leur mode de fonctionnement actuel, et donc les catastrophes sanitaires induites, sont intrinsèques au système capitaliste. C'est la recherche de survaleur qui est au cœur du problème, au moins pour trois raisons.

D'abord, la création de survaleur pousse à toujours trouver de nouvelles ressources naturelles, jusqu'à leur épuisement ou le déclin de leur rentabilisation. Pensons aux énergies fossiles non renouvelables, comme le charbon, le pétrole, le gaz naturel, dont le gaz de shale (ou de schiste argileux). Leur pillage s'accompagne du saccage des terres en surface et en profondeur de façon irréversible : en témoignent les paysages lorrains dévastés et les galeries rendant inutilisables les espaces occupés autrefois par les mines, l'explosion de pipelines de gaz naturel dans le nord-ouest de la Chine fin 2012, les dégâts occasionnés par les forages et l'exploitation des gaz de schistes argileux en particulier en Pennsylvanie ou au Canada, sans compter le balai incessant des camions nécessaires à l'exploitation traversant des lieux d'habitation.

Ensuite, la création de valeur, cette fois par la réduction obsessionnelle des coûts, conduit à produire toujours plus. Le mécanisme est simple : 1) je remplace les salariés par des machines qui produisent x fois plus vite ou je délocalise dans les pays à bas coût de main d'œuvre pour produire moins cher mais vendre au même prix ; 2) je dégage provisoirement une plus-value extra - c'est-à-dire un avantage financier sur mes concurrents -, jusqu'à ce que ceux-ci fassent de même et diminuent les prix ;

3) je m'aligne et surproduis pour compenser la baisse du prix. 4) Je cherche un nouveau filon, une nouvelle technique, une main d'œuvre moins chère. Et ainsi de suite. Les délocalisations de l'industrie textile en Chine ou en Inde sont emblématiques de cette logique. De même, la mise au point de techniques accélérant sans cesse le rythme de production, en substitution de la main d'œuvre, bien mise en scène par Charly Chaplin dans « *Les temps modernes* ».

Enfin, et parce qu'il faut bien éculer cette surproduction, la création de survaleur va s'appuyer sur les méthodes encourageant la surconsommation (et faire du salarié un consommateur en quête de pouvoir d'achat,

non plus de salaire) : c'est le cas des techniques mercatiques - tout particulièrement la publicité - de la mode - qui poussent à renouveler et jeter (donc accroître la pollution) des produits encore en bon état -, ou encore de l'obsolescence programmée.

**Créer une cotisation économique  
pour maîtriser l'investissement**

Alors quoi faire ? Prendre conscience et dénoncer certes, mais aussi en finir avec le système capitaliste. Autrement dit, en finir avec la survaleur, et toute la logique qui la sous-tend, amenant inéluctablement à cette gestion catastrophique des ressources naturelles. Il faut alors









# Ce que cache le mot crise

Yannis Youlountas,  
philosophe, poète

**Comment un élément de langage détourné de son sens premier contribue à la résignation.**

Revoilà la rentrée et sa déclinaison sociale : alors que toute la végétation commence à s'assoupir, c'est là, précisément, que cette marge qui résiste encore dans l'humanité reprend force et vigueur. Malheureusement, des millions de femmes et d'hommes sont de notre côté, mais pas à nos côtés. Des millions qui pensent ce que nous pensons, mais sans aller au bout de la logique en passant à l'action. Des millions à ne pas être d'accord avec le pouvoir, mais à ne pas le faire entendre. Des millions à être résignés.

Pour comprendre pourquoi, observons notre bain médiatique. Le monde y est présenté comme un chaos inexorable, dans la superficialité de l'information et le manège de ses transitions absurdes distillant nihilisme et sentiment d'impuissance. Quand on parle de la Grèce, c'est pour faire peur et inciter à mettre le doigt sur la couture. On sous-entend la paresse et l'incivisme des Grecs pour justifier leur abandon dans les enfers de l'Europe, en mettant sous silence les statistiques et l'Histoire prouvant tout le contraire. Quand on parle d'écologie, c'est pour appeler à un réalisme qui est tout sauf réaliste. Quand on parle d'économie, c'est pour inciter à une raison qui est le contraire de la raison parce que réduite à sa seule étymologie : un calcul. C'est-à-dire l'outil principal du kapo qui extermine soigneusement ses semblables comme celui du trader qui fait de l'argent sur la vie des gens, l'outil du théocrate ou du fasciste qui manipule savamment ses ouailles en leur fabriquant un ennemi diabolique sous l'étiquette d'une religion, d'une opinion politique ou philosophique, ou d'une nationalité. A l'inverse, raisonner, c'est d'abord écouter et essayer de comprendre, puis agir selon sa conscience en humain libre et responsable.

Le mot-clé de la période actuelle est sans doute le mot crise. C'est aussi l'un des plus urgent à revisiter parce qu'il a complètement été détourné de son sens premier, issu de l'antiquité grecque, pour revêtir un sens médiéval appauvri et réducteur. La crise est aujourd'hui réduite à

une catastrophe économique et sociale plus ou moins imprévisible, à la croisée d'erreurs humaines et, plus encore, d'aléas du Marché. Elle s'inscrit dans la filiation des grandes crises sanitaires du Moyen-Âge et de l'Ancien Régime. Telle qu'elle est présentée, la crise financière est précisément la réincarnation de la Peste : fléau mystique et mystérieux, source d'angoisses terribles, de multiples souffrances, d'innombrables superstitions et... d'une incommensurable résignation.

*« À l'origine, la crise signifiait tout à fait autre chose : un moment parfois positif et même, osons le mot, nécessaire. »*

Pourtant, à l'origine, la crise signifiait tout à fait autre chose : un moment parfois positif et même, osons le mot, nécessaire. Crise vient de *krisis*, le « moment de vérité » ou « du jugement », parce que, dans certaines cités grecques antiques, on questionnait les présumés coupables au moyen d'une mise en abîme — précisément au bord d'un abîme — face à la communauté. Autrement dit, on recherchait le lâcher-prise, la catharsis, l'abandon de la position intenable. D'ailleurs, les racines sémantiques de *krisis* signifient littéralement « vivre au bord » ou « être au bord, au bout de la vie ». C'est pourquoi, le mot crise est plutôt à comprendre comme la découverte d'une impasse et la nécessité d'une profonde remise en question, d'un dépassement. Ce sens là du mot crise est à rapprocher de celui qui accompagne les seuils de la vie humaine : crise de la

naissance (celle de la séparation initiale), crise des 3 à 6 ans (celle de l'éloignement : Œdipe, École...), crise de l'adolescence (celle de l'autonomie puis de l'indépendance) et même crise de la quarantaine-cinquantaine qui relève aussi d'une crise de sens (nouvelle vie sans enfant), puis celle de la grande vieillesse si on y parvient (perte de l'autonomie...), sans oublier l'ultime crise qui questionne plus que toute autre le sens de la vie : la mort. S'ajoutent à cela les accidents de la vie, tels que maladies, handicaps, exclusions, ruptures, deuils...

Tous ces moments sont des seuils « critiques » à la fois au sens où ils sont périlleux, mais aussi où ils nécessitent une véritable analyse, un travail d'étude et de compréhension d'une situation à surmonter, une nouvelle quête de sens. Le moment de la crise — le moment critique — est donc le moment de la critique. Toute crise augure une crise de sens.

Les mots ont du pouvoir. Celui-là plus que d'autres. C'est pourquoi l'emploi moyenâgeux du mot crise est une manipulation à combattre comme toutes les superstitions qui maintiennent l'humanité dans l'ignorance, la soumission et la résignation. Il ne s'agit pas de dire que la crise n'existe pas, mais qu'elle n'a pas la signification qu'on lui donne. Ne pas se laisser pétrifier dans le chant des sirènes médiatiques, mais chercher les causes profondes de cette crise dans l'échec lamentable de nos modes de vie et de nos organisations politiques, économiques et sociales qui sont à transformer au plus vite. □



# Gaël Brustier « L'idée du déclin nourrit la pensée occidentaliste »

Propos recueillis par J.-B. Malet

**Gaël Brustier, est chercheur en science politique. Il est l'auteur de « Voyage au bout de la droite » – Des paniques morales à la contestation droitière, avec Jean-Philippe Huelin (Mille et Une Nuits, 2011) et tout récemment de « La guerre culturelle aura bien lieu » chez le même éditeur.**

**Les Zindigné(e)s : Pouvez-vous revenir sur la notion d'occidentalisme au cœur de votre ouvrage et définir comment cette idéologie est devenue selon vous « l'idéologie de la crise » ?**

Gaël Brustier : L'occidentalisme correspond à l'idée d'une unité de destin de pays menacés par le déclin ou par l'hostilité d'autres civilisations. L'occidentalisme s'est développé avec la « crise », c'est-à-dire, graduellement à partir du premier choc pétrolier jusqu'à aujourd'hui. Un moment de développement exponentiel de cette idéologie a été la succession des attentats de New York (2001), Madrid puis Londres. L'occidentalisme n'est pas l'apanage d'un camp électoral. Il est largement partagé, il est hégémonique. C'est là sa force.

**L. Z : Votre titre affirme que la « guerre culturelle aura bien lieu ». Qu'est-ce concrètement qu'une « guerre » où des camps se disputent une hégémonie culturelle ? L'occidentalisme en sera-t-il selon vous son seul clivage fort ?**

G. B. : Dans la pensée de Gramsci, la guerre de position consiste, au sein de la société civile et par la société civile, à établir son hégémonie intellectuelle ou culturelle. L'occidentalisme est la dernière idéologie en vogue car elle correspond au stade actuel de développement du capitalisme. L'occidentalisme se déploie dans toute la société. Pour le dire simplement, l'électeur de Marine Le Pen « *altérophobe* » (pour reprendre l'expression de Nicolas Lebourg) n'est pas moins ou plus occidentaliste qu'un lecteur abonné assidu du « Meilleur des Mondes », la revue néoconservatrice des années 2006-2007 ne l'était ou que

certaines « féministes » « de gauche » ne le sont. Cela peut choquer mais c'est le propre d'une pensée hégémonique que de se déployer selon différentes formes et d'investir le sens commun. Evidemment, il y a des formes sophistiquées et dégradées d'occidentalisme. Tous n'ont pas forcément conscience de marcher dans la même direction et pourtant ils sont parties prenantes de la même hégémonie culturelle.

**Antonio Gramsci. Pourquoi vous a-t-il semblé utile de rappeler certains de ses concepts et de les employer dans votre analyse ?**

G. B. : Gramsci est, hélas, un auteur méconnu. Sa pensée, subtile et féconde, ses écrits, riches et nombreux, sont très largement ignorés. La façon dont Gramsci analyse la « société civile », l'émergence des « blocs historiques » ou bien la force que revêt le



Gaël Brustier

**L. Z : La domination idéologique du post-modernisme culturel est-il selon vous un terrain propice au développement de l'idéologie occidentaliste ?**

G. B. : Disons que si l'on entend ce phénomène comme une autolimitation du politique, alors il va de soi que de nouvelles formes de régulations voient le jour... Les « dictatures de l'identité » au Sud, les citadelles identitaires dans certains secteurs de nos sociétés et, évidemment, l'occidentalisme qui est l'idéologie de notre époque...

**L. Z : Votre livre offre une place à la pensée d'un théoricien politique trop souvent méconnu ou cité à contre-sens,**

concept d'hégémonie culturelle sont, à mon sens, de très solides atouts pour analyser la situation dans laquelle nous nous trouvons. Evidemment, vue la richesse des *Cahiers de Prison*, différentes interprétations du gramscisme sont possibles. Toutes, en revanche, ont à apporter à l'intelligence de la société. Gramsci permet de rompre avec une idée : celle d'une totale passivité des classes populaires. Les classes populaires aussi sont actrices de la recomposition des idéologies. Il est important de le préciser car, souvent, une partie de la gauche se laisse aller à penser que l'opinion des classes populaires serait imposée « d'en haut ».

**L. Z : En quoi et comment Gramsci peut-il aujourd'hui sauver les gauches**

**« en voie de disparition » selon votre expression ?**

G. B. : Les gauches sont en panne. La social-démocratie est en crise. La social-démocratie est entrée en crise - intellectuelle, politique puis électorale - parallèlement au déploiement de l'idéologie de la crise en Europe. L'idée du combat culturel est une idée assez neuve paradoxalement à gauche. Pendant ces dernières décennies, la social-démocratie s'est soumise à l'imaginaire du camp d'en face. Mais dans le cas de la gauche radicale, on a vu apparaître d'autres écueils... Il faut en effet aussi rompre avec la pensée de la « gauche manichéenne ». Dans mon livre, est abordée notamment, la thèse de Michael Bérubé, qui reprend justement les apports de Gramsci pour contrer celles de Chomski...

**L. Z. : Votre dernier ouvrage évoque à nouveau les « paniques morales » ainsi que les droites et extrêmes droites contemporaines. Les premières sont-elles indissociables de la montée et de l'union des secondes ?**

G. B. : Les paniques morales sont des réactions disproportionnées face à des phénomènes considérés comme dangereux. Aujourd'hui, c'est l'islam qui focalise l'essentiel de ces paniques morales. On l'a vu avec la question du halal, des soi-disant « horaires réservés dans les piscines », de reportages qui essentialisent l'islam en France comme utilisant un double discours. Stuart Hall, le principal représentant des *cultural studies*, a parlé d'une mondialisation vectrice d'identités proliférantes. Il évoque le cas des familles britanniques qui, aussi ouvertes soient elles, finissent par mettre en avant des revendications « identitaires », qui tiennent hélas lieu de régulations. Désamorcer les paniques morales ne peut se faire qu'au moyen d'une autre politique économique, d'un nouvel horizon politique et social, d'un nouvel horizon historique que devraient définir les gauches (social-démocrate ou radicale).

**L. Z. : Que peut faire la gauche selon vous face à ces « paniques morales », et comment doit-elle combattre l'union des droites sans faire d'anti-fascisme primaire ?**

G. B. : Il me semble que la gauche doit faire un pas de côté. Dans le livre j'évoque l'adhésion d'une grande partie de la gauche au « verbalisme républicain », c'est-à-dire

à cette invocation constante de la vulgate républicaine ou national-républicaine, dont les termes - « vivre ensemble », « République », « laïcité » - vident l'idée républicaine de sa substance.

Dans le champ universitaire par exemple, il existe des historiens qui ont engagé un travail de « désoccidentalisation ». Je prendrai pour exemple l'ouvrage remarquable coordonné par Patrick Boucheron, intitulé « *Histoire du monde au XV<sup>e</sup> siècle* ». Je citerai également volontiers les *subalternstudies* ou les remarquables travaux de Joseph Massad... Intellectuellement, l'horizon commence à se dessiner... Désoccidentaliser l'histoire, désoccidentaliser les sciences sociales, désoccidentaliser la science politique, c'est se donner les moyens de faire ce pas de côté, d'être capable de faire un retour réflexif sur l'Histoire de nos pays depuis cinq siècles et d'envisager le monde de manière moins européo-centrée.

Le livre se conclut sur une hypothèse : celle d'une République désoccidentalisée, qui serait enfin libérée des sédimentations successives qui ont conduit au développement de l'occidentalisme. Il faut évidemment traduire ce travail-là dans le champ politique, c'est-à-dire en tenant compte de ce qu'il est, de sa temporalité, des enjeux immédiats de ses acteurs. On voit bien, dans le foisonnement de groupes de députés de gauche, l'extraordinaire confusion dans laquelle se trouve la social-démocratie, confusion qui peut amener au pire si l'on n'y prend pas garde. Il faut éviter de se couper de la très humaine condition du socialisme, notamment du socialisme français... Mener le combat culturel c'est, d'abord, imposer sa vision du monde. L'idée du déclin nourrit la pensée occidentaliste. Sans doute faut-il distinguer notre actuel problème industriel avec cette idée qui a envahi tous les esprits d'un « déclin civilisationnel ». Quand Claude Guéant, inspiré par Yves Roucaute, clame que « toutes les civilisations ne se valent pas » c'est cette corde-là qu'il fait jouer...

**L. Z. : Bien qu'anecdotiques, les « Femen » ne sont-elles pas l'expression d'un féminisme occidentaliste, réduit à une exhibition plastique opérant médiatiquement en symétrie à la burka ?**

G. B. : En France, en tout cas, davantage que de vêtements, ce sont de neurones dont les « Femen » ont urgemment besoin... Mais,

pour répondre à votre question, l'obsession du voile, de la burqa, du niqab prend parfois le détour d'un féminisme occidentaliste qui tend à essentialiser l'islam et à lui nier toute potentialité émancipatrice pour les femmes. Or, on le sait, la réalité est plus complexe mais, dans un pays où Véronique Genest passe pour une islamologue, où l'on oublie allègrement les travaux de Jacques Berque ou Maxime Rodinson, il n'y a finalement rien d'étonnant à ce qu'une demi-douzaine de demoiselles prétendent incarner le combat féministe en se promenant nues dans des églises, dans la rue ou dans leur living-room... Pour ce qui est de la France, elle dispose d'un atout : la laïcité. La laïcité n'est ni « ouverte » ni « fermée ». Qu'aucun signe distinctif religieux n'apparaisse à l'École est positif. De tels signent renvoient en général les élèves à des identités souvent reconstruites, identités dont il ne faut pas hélas non plus mésestimer le rôle régulateur dans le monde capitaliste actuel. □

## REPÈRES

**Dominique Venner : intellectuel incontournable de l'extrême-droite**

Élève en école militaire puis soldat en Algérie, Venner fut militant de Jeune Nation aux côtés de Pierre Sidos durant les années 1950 avant d'intégrer l'OAS ; puis fondateur du groupe Europe-Action dans les années 1960 et membre en 1968 des « Groupes de recherches et d'études pour la civilisation européenne » (à l'origine du GRECE). Il a également dirigé diverses revues et éditions d'extrême droite. Très influencé par l'organisation du PCF ainsi que par Marx, Lénine et Gramsci, Dominique Venner n'a eu de cesse de recycler les stratégies du combat culturel marxiste pour fournir des éléments de langage au nationalisme ultra. Il est l'auteur d'un opuscule très lu à l'ultra droite, *Pour une critique positive* dans lequel il entend incarner une formule de Maurras : « *Nous devons être intellectuels et violents.* » Lui-même païen et ayant adopté les conceptions esthétiques du fascisme, notamment la valorisation de la force, de l'héroïsme et de la pureté ethnique, Dominique Venner était un intellectuel incontournable pour les militants d'extrême droite européen. □ **J.-B. Malet**

# Détrompons-nous !

Yann Fiévet

**Trompe l'oeil ? Une chronique nouvelle débute aujourd'hui. Elle est forcément suscitée par le paysage troublé de notre époque. Cette époque – et les hommes qui croient la vivre dignement – qui s'échine à rester engluée dans le capitalisme dévoreur de vies et de nature tout en refusant d'admettre l'évidence chaque jour davantage administrée que ce système mortifère n'est pas durablement amendable. Pire, en butant bientôt sur des limites physiques indépassables le capitalisme s'approche dangereusement du possible effondrement global. D'emblée nous devons envisager le trompe l'œil dans une double intention.**

D'abord, il s'agira de dénoncer les détournements du regard destinés à distraire – dans les deux sens du verbe – du vrai sens des choses ou de la véritable raison des actions humaines de nos sociétés clairement dominées par des oligarchies. « *Une classe dominante ne demeure que lorsqu'elle peut faire adhéber les dominés à son récit du réel* » écrivait Antonio Gramsci. Le trompe l'œil dissimule le cul-de-sac du système capitaliste et lui substitue habilement un mirage – cachant lui-même son nom et sa fonction – incarné par une route radieuse bien que lointaine. Pour que tout le monde puisse atteindre un jour la terre promise il faut bien que les possédants d'aujourd'hui ainsi que leurs progénitures continuent de prospérer de façon indécente. Ils seront les sauveurs du monde, en sont convaincus et demandent l'adhésion de tous à l'œuvre entreprise. Nous sommes tous sur le même bateau ! Et que personne n'y voit une galère ! Encore moins le naufrage final, l'effondrement planétaire.

En seconde intention le trompe l'œil a la vocation d'inciter chacun à se détourner des « évidences » trop facilement proclamées afin de commencer à affronter

intelligemment les vrais périls de notre temps que sont l'exacerbation éhontée des inégalités entre les hommes et entre les nations, l'inexorable destruction des écosystèmes, l'emballlement climatique programmé. La tâche est rude ! Le pessimisme impérieusement affiché ne fait pas recette. Le commun des mortels préfère le discours qui rassure au discours qui inquiète. Et c'est peu dire que les docteurs « tant mieux » sont légion. A l'ère de la communication frénétique ils poussent comme du chiendent ! Le ton docte des experts en tous genres stimule la reprise par la classe journalistique de leurs fallacieuses analyses. Dans sa fable « Le singe et le dauphin » La Fontaine ironisait déjà sur les faiseurs d'opinion : « De telles gens il est beaucoup / Qui prendraient Vaugirard pour Rome, / Et qui, caquetant au plus dru, / Parlent de tout et n'ont rien vu. »

Les sujets du trompe l'œil ne manqueront pas. Notre époque entière n'est-elle pas un gigantesque trompe l'œil ? Un jeu de miroirs déformants se répondant les uns les autres. Jetons pêle-mêle quelques thèmes de ce bric-à-brac sciemment orchestré : l'austérité nous rendra la Croissance ; seule ladite Croissance permettra de créer vraiment des emplois ainsi que de réduire sensiblement les inégalités économiques ... et sociales ; la résolution du problème énergétique de la France passe forcément par le nucléaire et l'exploitation des gaz

de schiste ; les « Grands Projets Inutiles » sont conduits dans l'intérêt du pays donc satisfont l'intérêt général ; l'extension du modèle agricole productiviste du Nord résoudra la question de la faim au Sud ; le Progrès des sciences et des techniques repoussera le moment venu les limites physiques sur lesquelles les hommes butent déjà ici ou là ; les mêmes hommes auront appris entre-temps à s'adapter aux changements climatiques ; les « Grandes démocraties » demeurent miraculeusement démocratiques au temps du triomphe des oligarchies ; etc. Fort heureusement, en contrepoint de ces multiples facettes du trompe l'œil « négatif » fleurissent tous les espoirs incarnés dans les actions et les luttes généreuses, apparemment marginales, qui nous offrent le trompe l'œil « positif » que les incrédules d'aujourd'hui aideront à brandir demain à la face du capitalisme moribond et de ses défenseurs béats. Comprenez bien Notre-Dame des landes ! Il est légendaire qu'en Bretagne, la lande s'agite souvent au crépuscule.

« En ce temps d'imposture universelle, tendre vers la vérité est un acte révolutionnaire » a proclamé George Orwell. Suprême avatar de l'imposture : le bric-à-brac de nos sociétés dilapidées a incontestablement pour fonction de dissimuler le fric-à-frac des nantis à l'ogresque appétit. A table ! Pour commencer à en finir... □





« L'étrange excitation de l'interdit la tenait néanmoins captive, et elle ne pouvait s'en délivrer. »

Mathylde\*



On ne présente plus Joyce Carol Oates, la célèbre romancière américaine... Mais un titre pareil titille forcément la curiosité du lecteur ! Pourquoi Mr Kidder est-il mystérieux ? Et pourquoi avoir choisi un patronyme contenant le mot «kid» pour son personnage principal ?

Le récit commence par la rencontre entre une jeune fille de seize ans, Katya, et un vieil homme aux cheveux d'un blanc éclatant, Marcus Kidder... devant la vitrine d'une boutique de lingerie ! L'esprit de Nabokov plane donc dès les premières pages bien que le roman ne soit pas une réécriture de son fameux *Lolita* à proprement parler.

Les deux personnages font connaissance. Katya est jeune fille au pair, venue garder des enfants, dans une ville lointaine de la sienne. Eloignée de sa famille (qui n'est pas vraiment d'une grande aide en temps normal !), la considération et la gentillesse de Mr Kidder vont vite la séduire même si elle se rend bien compte que leur relation prend toutes les formes d'un jeu dangereux

lorsque Mr Kidder se fait de plus en plus insistant pour qu'elle vienne lui rendre visite et qu'elle pose pour lui.

Le roman aborde aussi la thématique de l'identité, plus précisément celle des âmes jumelles à travers ces deux êtres qui n'ont, en apparence, rien en commun. On peut d'ailleurs regretter que Joyce Carol Oates n'ait pas davantage développé cette idée, offrant de multiples possibilités romanesques.

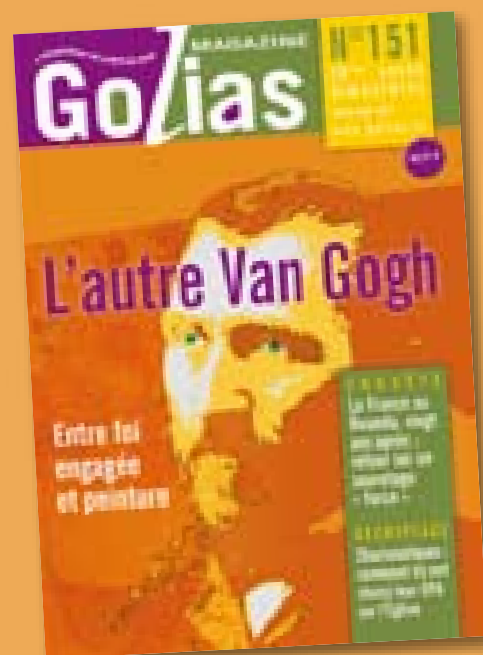
« Ce sentiment entre nous, Katya, qui a éclos ce fameux matin dans Ocean Avenue, et que j'essaie de capturer par l'art... vous l'éprouvez vous aussi, ma chère, n'est-ce pas ? Que nous sommes des âmes soeurs, nées au mauvais moment ? »

**Joyce Carol Oates, *Le Mystérieux Mr Kidder*, éd. Philippe Rey, 17 euros**

\* Auteur du blog littéraire et culturel La ballade de Mathylde, <https://laballadedemathylde.wordpress.com/>

## L'autre Van Gogh,

# entre foi engagée et peinture



### Bon de commande

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Je désire commander «Golias Magazine n°151» au prix de 10.50 euros (franco de port)

Veillez retourner ce bon de commande en joignant votre règlement à l'ordre de Golias BP 3045 - 69605 Villeurbanne cx. Pour la Belgique virement à l'ordre de Golias sarl, compte N° 435-3400801-61

Eva Lacoste

## Délice de la côte La barbue cauchoise

Dégustée sur tout le littoral normand, la barbue fait le bonheur des gourmets pour la délicatesse de sa chair. Le *Scophthalmus rhombus* doit son nom commun à une particularité de sa nageoire dorsale, dont l'origine, très en avant de l'œil, possède des rayons libres et ramifiés. Vous veillerez à la choisir épaisse aux filets bien en chair, avec une peau humide, luisante et tendue, et des ouïes rouge sang. Et vous ne la confondrez pas avec son proche parent, puisqu'elle possède, à la différence du turbot, une peau lisse sans tubercules osseux, un dos sombre et un dessous blanc crème.

Accompagnée de la célèbre crème fraîche et de son non moins célèbre cidre, vous régalez une bonne tablée. Vous prendrez donc la route du cidre, dont l'histoire commence... avec le fruit défendu. Celle-ci prend un nouvel essor avec l'arrivée de Guillaume Dursus originaire du royaume de Navarre. Ce mercenaire espagnol reçoit l'autorisation de s'établir en Normandie, en récompense de sa bravoure pendant les campagnes de Charles V, et devient seigneur de Lestre en 1486. Dès lors, le belliqueux personnage s'adoucit à l'ombre de ses pommiers. Il fait venir de la Biscaye des variétés supérieures à celles cultivées jusque-là, qui feront la réputation des crus normands.

Vider la barbue (1,5 kg, 6 personnes) en l'incisant transversalement du côté foncé, au-dessous de la tête pour faciliter la pénétration de la chaleur de la cuisson. Ecaillez votre poisson, ébarbez-le tout autour en raccourcissant légèrement la queue et passez à l'eau pour le laver. Déposez la barbue dans un plat beurré (20 g) parsemé d'échalotes hachées (2-3), ajoutez fleur de sel et poivre du moulin, et entourez d'une duxelle avec son jus préparée comme suit : nettoyez les champignons de Paris (125 g), coupez-les en dés, et laissez étuver 10 min dans une casserole couverte avec du beurre (20 g) et le jus d'un citron.

Recouvrez d'échalotes ciselées (2-3) et de beurre (40 g) en petites noisettes. Mouillez avec le cidre brut (75 cl) et ajoutez la crème fraîche épaisse (10 cl). Déposez à mi-hauteur dans le four préchauffé à 210°C et laissez cuire 25 à 30 min. □

### Le conseil du sommelier

Choisissez un Mâcon-Igné blanc 2010 Château London du Domaine Fichet, une des vingt appellations régionales du vignoble du Mâconnais. Ce bourgogne est conseillé dès l'apéritif, pour son charme insolant qui associe vivacité, rondeur, suavité et complexité aromatique. □

## MOTS CROISÉS

Daniel Duprez

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1											
2						■		■			
3											
4			■					■			
5										■	
6				■			■				
7							■				
8				■							
9					■						

### Horizontalement

**1.** Fait suite à un violent séisme. **2.** Les hommes, en esquimau ; Baudelaire fut son traducteur. **3.** Réduit la taille des cimetières. **4.** Possessif ; réexaminé dans le désordre ; unité de vigne. **5.** D'une humeur détestable. **6.** Manie ; conjonction musicale ; d'est en ouest, région au S.O du Maroc. **7.** Dans un compte, vient en premier ; auxiliaire. **8.** Manifeste son désir sexuel ; supporter. **9.** Vitesse acquise ; permettent des unions.

### Verticalement

**A.** Mode de gouvernement. **B.** Implanter. **C.** A franchi la gorge ; sa production, en France, bat de l'aile. **D.** Réduire. **E.** Hérité d'un lointain passé. **F.** Ce que font quotidiennement les éleveurs de vaches. **G.** A mauvaise haleine ; préfixe pour doubler. **H.** Prend la vie du bon côté et pas seulement le vendredi. **I.** Origine d'un mouvement perturbateur. **J.** Contracté ; cargaison. **K.** Leur ordre fut supprimé par Clément V.

## ILS ONT ÉCRIT

**Paul Ariès**, *Le Socialisme gourmand, le bien vivre un nouveau projet politique*, éd. La Découverte

**Christine Bergé**, *Superphénix, déconstruction d'un mythe*, éd. La Découverte

**Aurélien Bernier**, *Comment la mondialisation a tué l'écologie*, éd. Mille et une nuits

**Nicole Délépine**, *Le cancer, un fléau qui rapporte*, éd. Michalon

**Yann Fiévet**, *Le Monde en pente douce*, éd. Golias

**Jean Gadrey**, *Adieu à la croissance*, Alternatives économiques

**Yannis Youlountas**, *Paroles des murs athéniens*, Les éditions libertaires

**Bernard Legros, Jean Cornil**, *La Pertinence de l'es-cargot*, éd. Sang de la Terre

**Laurent Paillard**, *La Gratuité intellectuelle*, éd. Parangon

**Jean-Claude Paye**, *L'emprise de l'image*, éd. Yves Michel

les  
indigné(e)s!

Au Village Emmaüs Lescar-Pau  
20 et 21 septembre 2013

# Résistances !



- GRATUIT -

**VENDREDI 20 SEPTEMBRE À 21H**

**Représentation théâtrale à l'atelier Ferraille**

(dans le bric-à-brac par temps de pluie)

« *Résistances 6, Rosa 1975* »

de François Godard par la compagnie François Godard.

**SAMEDI 21 SEPTEMBRE DE 10H À 18H**

**à la Ferme alternative**

« *Fruits et légumes de nos jardins au naturel* »

en partenariat avec le *Conservatoire Végétal Régional d'Aquitaine*.

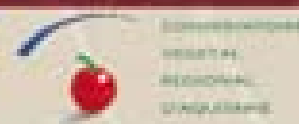
- Ateliers et Animations

- Circuit boucle découverte de la Ferme alternative

à 14h30 : Conférence / Débat (sous chapiteau) par **Pierre Rabhi** :  
« *L'agro écologie pour l'autonomie alimentaire des populations* »



.....  
[www.emmaus-lescar-pau.com](http://www.emmaus-lescar-pau.com)



# Les Zindigné(e)s!

La vie est à nous



Un outil d'information  
et de **décryptage**  
indispensable  
pour une **objection**  
de croissance, amoureuse  
du **Bien vivre**  
**40 €**  
au lieu de 50 €

## Vous êtes les acteurs et actrices de notre aventure éditoriale

## Aidez-nous à trouver 1000 abonnés de plus

**Chaque mois, *Les zindigné(e)s*  
un mensuel d'actualité  
qui ne mâche pas ses mots !**

**Les zindigné(e)s** propose chaque mois  
un travail d'information et d'analyse  
critique de l'actualité au carrefour des  
questions de société et de la géopolitique  
internationale.

**Les Zindigné(e)s** se situe aussi au cœur  
des débats intellectuels sur la société et  
son rapport à la modernité. Un chemin  
exigeant mais passionnant inscrit dans  
l'histoire des hommes et des femmes  
de notre temps.

**En vente, uniquement sur abonnement**

### Bulletin d'abonnement

Veuillez retourner ce bon de commande en cochant les cases correspondantes et en joignant votre règlement à l'ordre de Golias - BP 3045 - 69605 Villeurbanne cedex.

- Je désire m'abonner à « Les Zindigné(e)s - La vie est à nous » (10 n°/an)  
au prix de **40 euros au lieu de 50 euros**
- Je désire m'abonner pour 6 mois à « Les Zindigné(e)s - La vie est à nous »  
(5 n°/an) au prix de **22 euros au lieu de 25 euros**
- En vente militante pour vous aider à financer vos combats : 10 ex à 30 euros

Abonnement SOUTIEN :  50 €  75 €  95 €  ..... €  
 Règlement par chèque  Règlement par Carte bancaire Montant à débiter  
(CB, VISA, ou MASTERCARD)  €

Nom du titulaire : \_\_\_\_\_ Date d'expiration :

Numéro :

Veuillez noter les 3 derniers chiffres  
figurant au dos de votre carte

Date et signature :

### Vos coordonnées

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code Postal

Ville / Pays \_\_\_\_\_

### Je désire abonner un(e) ami(e)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code Postal

Ville / Pays \_\_\_\_\_